DIERENARTSEN ZONDER GRENZEN | VETERINAIRES SANS FRONTIERES

رابطة لمنتجي حليب الرحل
APLT
Association pour les Producteurs Laitiers Transhumants

Royaume de Belgique
DGCD

EVALUATION FINALE DU PROJET APROFLIM

Rapport définitif

Nouakchott
Septembre 2007-10-02

Guy Van Vlaenderen
Expert en Production Animale

EVALUATION FINALE DU PROJET APROFLIM

Table des matières

1. PREAMBULE 1

1.1. Présentation de la mission 1
1.1.1. Objectifs de l'évaluation finale 1
1.1.2. Éléments de l'évaluation 1
1.1.3. Méthodologie de l'évaluation 2

1.2. Cadre d'exécution du projet 3
1.2.1. Bref rappel historique du projet 3
1.2.2. Cadre logique de l'intervention 4

2. ANALYSE DE LA CONCEPTION DU PROJET 6

3. ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET 7
3.1. Pertinence au niveau des groupes cibles 7
3.2. Pertinence au niveau du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE) 7
3.3. Pertinence au niveau des entités administratives décentralisées 8
3.4. Autres éléments concernant la pertinence de l'action 8

4. ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET 9

4.1. Efficacité de l'équipe du projet 9
4.1.1. Points forts 9
4.1.2. Points faibles 10

4.2. Efficacité des actions 11
4.2.1. Points forts 11
4.2.2. Points faibles 12

4.3. Efficience du projet 12
4.3.1. Points forts 12
4.3.2. Points faibles 13

4.4. Bilan des actions menées 13
4.4.1. Volet « Santé animale » 13
4.4.2. Volet « Alimentation » 14
4.4.3. Volet « Structuration des éleveurs » 16
4.4.4. Volet « Vulgarisation » 17
4.4.5. Volet « Renforcement des capacités du partenaire local » 22

5. ANALYSE DE LA DURABILITE 23

5.1. Durabilité des actions 23
5.1.1. Durabilité des actions d'amélioration de l'alimentation 23
5.1.2. Durabilité des actions d'amélioration en santé animale 24
5.1.3. Durabilité des actions en matière d'hygiène du lait 24
5.1.4. Durabilité des groupements solidaires d'éleveurs 25

5.2. Durabilité des services 25

5.2.1. Le service vétérinaire de proximité 25
5.2.2. Le service de crédit « Aliments Bétail » 26

5.3. Durabilité de l'axe stratégique du projet 27

6. ANALYSE DES EFFETS 29

6.1. Impact quantitatif 29

6.2. Effets sur les pratiques d'élevage 29
6.2.1. Effets sur la conduite du troupeau 29
6.2.2. Effets sur l'alimentation des animaux 30
6.2.3. Effets sur les soins prophylactiques 30
6.2.4. Effets sur les soins curatifs 30
6.2.5. Effets au niveau de la commercialisation du lait 31
6.2.6. Impact global sur les techniques d'élevage 31

6.3. Effets sur les productions 31
6.3.1. Effets au niveau des paramètres de reproduction 31
6.3.2. Effets au niveau de la production laitière 31
6.3.3. Effets au niveau de la production d'animaux 32

6.4. Effets sur les dimensions de la pauvreté 32
6.4.1. Effets sur la dimension humaine de la pauvreté 33
6.4.2. Effets sur la dimension économique 33
6.4.3. Effets sur la dimension socioculturelle 35

6.5. Effets sur l'aspect genre 35

6.6. Effets sur l'environnement 36

6.7. Effets induits 37

7. CONCLUSIONS 38

7.1. Bilan global de la prestation 38

7.2. Leçons apprises 40
7.2.1. Ce qu'il faut faire 40
7.2.2. Ce qu'il ne faut pas faire 40
7.2.3. Ce qu'il aurait fallu faire 41

7.3. Conclusions générales 41

8. RECOMMANDATIONS 42

8.1. Recommandations pour le court terme (à réaliser avant la clôture du projet) 42

8.2. Recommandations pour le moyen terme (en cas de poursuite des actions par l'APLT) 43

Abréviations et acronymes

AGR	Activité Génératrices de Revenus
APLT	Association pour le Producteurs Laitiers Transhumants
APROFLIM	Projet d'Appui aux Producteurs de Lait dans le cadre de la Mise en Place d'une Filière Laitière Intégrée en Mauritanie
BAB	Banque Aliments Bétail
CP	Chef de projet
DGCD	Direction Générale de la Coopération au Développement (Coop. Belge)
GCP	Gestion du Cycle des Projets
GSE	Groupement Solidaire d'Eleveurs
INAP	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
ISET	Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
MAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique (référence au cadre logique du projet)
PADEL	Projet de Gestion des Parcours et de Développement de l'Élevage
PIPO	Planification des Interventions par Objectifs
PLP	Partenaire Local Principal
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières -Belgique

Remerciements

Le consultant tient à adresser sa gratitude à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'évaluation du projet APROFLIM. Leurs avis pertinents ont permis une analyse efficace et objective des actions et du fonctionnement du projet. Des remerciements plus particuliers vont aux cadres du projet qui n'ont pas ménagé leur temps et leurs efforts pour mener à bien les nombreuses tâches inhérentes à l'évaluation. La mission exprime également sa reconnaissance au Directeur de l'élevage et aux Délégués Régionaux du MAE, aux autorités administratives rencontrées, à la directrice de Tiviski et aux responsables des structures partenaires (ISET, PADEL) qui ont accepté de lui consacré du temps. In fine, le consultant adresse ses remerciements aux responsables des deux ONG partenaires pour avoir faciliter le déroulement de la mission et contribuer de manière active à l'évaluation.

EVALUATION FINALE DU PROJET APROFLIM

1. PREAMBULE

1.1. Présentation de la mission

1.1.1. Objectifs de l'évaluation finale

Les objectifs de cette mission sont liés à une évaluation en fin de projet :

- Informer les différentes parties prenantes (VSF-B, APLT, DGCD, MAE…) sur la situation de l'action en fin d'intervention, notamment sous les aspects de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, de la durabilité et des effets de la prestation.
- Établir un bilan final du projet, en vue d'identifier les points forts et les points faibles de l'intervention et de dégager les mesures éventuelles à prendre pour assurer une pérennisation des actions et un désengagement harmonieux de VSF-B.
- Élaborer les résultats globaux de la prestation aux fins d'une capitalisation plus efficace par le siège de VSF-B (tirer les leçons apprises pour améliorer l'efficacité des actions futures)
- Formuler des recommandations claires pour les actions prioritaires à mener en vue de la fin de la prestation et de la poursuite des bénéfices au niveau des groupes cibles.

1.1.2. Éléments de l'évaluation

L'objectif principal de l'évaluation finale est d'établir un bilan global de la prestation et de tirer les leçons apprises. Dès lors, les éléments à prendre en considération doivent porter sur tous les aspects de la GCP, depuis la phase d'identification du projet jusqu'à son achèvement. Un accent plus particulier sera mis sur les effets et la durabilité des actions du projet. En conséquence, les différents éléments analysés sont les suivants :

- Examen de la conception du projet (identification et formulation du projet)
- Appréciation de la pertinence de l'intervention
- Étude de la mise en œuvre du projet (efficacité, efficience)
- Analyse des actions conduites
- Appréciation de la durabilité des actions (activités et services) et de l'axe stratégique du projet
- Évaluation des effets du projet
- Bilan global du projet
- Leçons apprises
- Recommandations.
- Examen de la stratégie partenariale[1] (appui au renforcement du PLP, qualité des relations partenariales)

---

[1] *Ce dernier point sera examiné dans un document à part dont la distribution sera limitée aux deux partenaires et au bailleur de fonds*

1.1.3. Méthodologie de l'évaluation

(i) <u>Étapes préparatoires :</u>

A Bruxelles, le consultant[2] en charge de l'évaluation a procédé à différentes tâches préparatoires :

- Établissement des fiches d'évaluation et transmission au projet de certains tableaux à compléter préalablement à la mission de terrain
- Analyse des différents rapports et documents relatifs au projet
- Séance de travail avec le Coordinateur pour l'Afrique Francophone[3] en vue de l'analyse de la conception du projet (interview sur base de fiches d'évaluation)

(ii) <u>Étape d'exécution de la mission :</u>

La mission d'évaluation en Mauritanie s'est déroulée du 25 août au 13 septembre 2007. Elle a été conçue selon une démarche très participative qui a impliqué les différentes parties prenantes du projet.

Au niveau de la capitale, la mission a eu des séances de travail avec la Direction de l'Elevage du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE), les directions du PADEL, de l'ISET et de Tiviski

Sur les lieux d'intervention du projet, la mission s'est entretenue avec les acteurs et parties prenantes (éleveurs, groupements d'éleveurs, services techniques déconcentrés, Walis/ Gouverneurs et Hakems /Prefet, autorités communales).

- La mission a réalisé dans les villages une série d'analyses participatives avec les bénéficiaires directs (98 personnes concernées) :

  - 4 séances d'enquêtes zootechniques (ISS) ;

  - 4 ateliers MARP avec les éleveurs pour analyser les effets économiques et socio-éducatifs du projet ;

  - 4 ateliers MARP avec les femmes des éleveurs pour apprécier les effets au niveau des éléments humains et économiques de la pauvreté et des aspects liés au genre ;

  - 2 séances de travail avec des représentants des GSE (3 dans chacune des régions).

- La mission a également organisé 2 ateliers d'auto-évaluation assistée dans les chefs-lieux des 2 régions d'intervention (52 participants). Ces ateliers avaient pour but de recueillir l'appréciation des bénéficiaires concernant les actions et services mis en place par le projet et d'évaluer leur durabilité à l'issue de la prestation.
- Le consultant a tenu des séances de travail avec les autorités administratives locales (maires et élus communaux) ainsi qu'avec les deux délégués régionaux du MAE.

Les évaluations des critères d'efficacité, d'efficience et de durabilité ont été réalisées avec le concours actif de l'équipe du projet

Le bilan du partenariat a été établi avec la participation de 2 représentants de l'ONG locale (APLT).

En fin de mission, le consultant chargé de l'évaluation a tenu une séance de restitution de la mission réunissant des membres du bureau de l'APLT, l'équipe du projet APROFLIM et un représentant de l'ISET.

A son retour en Belgique, le consultant a réalisé un débriefing de sa mission auprès des responsables de VSF-B.

---

[2] *Ir. Guy Van Vlaenderen, expert zootechnicien, consultant « freelance »*

[3] *Dr. Eddy Timmermans*

(iii) Méthodologie pour l'évaluation

L'évaluation a été conduite sur la base de fiches portant sur les différents éléments relatifs à une évaluation finale. Ces fiches ont été réalisées de façon à s'enquérir de l'opinion des principales parties prenantes au regard de leur implication respective dans l'intervention. Un système de cotation de l'appréciation des différents points d'analyse du projet a été utilisé de façon à pouvoir évaluer plus objectivement et plus globalement l'ensemble des éléments relatifs à la GCP. Le système de cotation adopté allait de 0 (pour une appréciation mauvaise) à 4 (pour une appréciation excellente) en passant par 2 (pour appréciation moyenne). Le processus de cotation impliquait les personnes interrogées et le consultant (lorsque des informations satisfaisantes étaient en sa possession : rapports, visites de terrain, ISS, MARP). L'évaluation de l'ensemble du projet a porté sur plus de 430 « critères » qui ont été ensuite pondérés (en fonction de leur importance relative dans le succès d'un projet) et regroupés en 6 grandes catégories (conception, pertinence, efficacité, efficience, durabilité et effets). Les moyennes obtenues ont été converties en % en vue d'une exploitation plus aisée.

1.2. Cadre d'exécution du projet

1.2.1. Bref rappel historique du projet

- **2001** : - Création de l'APLT (*« Association des Producteurs Laitiers de Tiviski »*) en tant que structure de la laiterie TIVISKI. Elle est reconnue officiellement comme groupement coopératif pastoral. Le postulat qui a guidé à la création de cette association repose sur la volonté de mettre en œuvre un partenariat « win-win » entre la laiterie et les éleveurs. Ainsi, d'une part, la laiterie s'assurerait d'une amélioration dans son approvisionnement en lait, tant au niveau de la quantité[4] que de la qualité. D'autre part, les éleveurs bénéficiaient d'une augmentation de la production de lait en période de soudure et d'une réduction du refus de leur lait pour cause de qualité grâce à des actions mises en œuvre par l'APLT. Celles-ci devaient couvrir les domaines de l'approvisionnement en aliments bétail, du suivi sanitaire, de l'organisation de la collecte et de la formation en hygiène de la traite.

  - Le financement de l'APLT, réalisé grâce à des fonds propres de la laiterie et des cotisations des éleveurs (prélèvement d'un dîme à l'achat du lait), s'avère rapidement insuffisant. Dès lors, la laiterie, sous couvert de son association, recherche des bailleurs de fonds.

- **2002** : - VSF-B est contacté par Magali Guyaut (contractuelle de la laiterie) et un projet est élaboré en vue d'un cofinancement par l'UE (renforcement de la production laitière chez les éleveurs) et par la DGCD (renforcement du partenaire local). Mais la proposition n'est pas retenue par l'UE.

- **2003** : - Un nouveau document de projet est élaboré conjointement par VSF-B et l'APLT pour un appui aux producteurs laitiers du Trarza et un renforcement du partenaire local. Le dossier, transmis à la DGCD, est accepté dans le cadre de son programme quinquennal « 2003-2007 ».

- **2004 :** - Le projet démarre en janvier sur base d'un co-financement DGCD (85%) et VSF-B (15%). Le budget global s'élève initialement à 430 323 € sur 4 ans. Magali Guyaut est recrutée comme coopérante VSF – B, chef de projet.

  - Dissolution de l'association (problème de fonctionnement d'une structure intégrant un partenaire privé et des éleveurs, manque de représentativité de certains éleveurs membres du bureau).
  - Création d'une ONG de développement constituée d'une dizaine de membres, toujours étroitement liés à TIVISKI. Les éleveurs deviennent partenaires de l'APLT moyennant leur intégration au sein de Groupements Solidaires (GSE) et la signature d'une convention annuelle de partenariat. L'ONG conserve le même acronyme, mais son intitulé est modifié

---

[4] *Durant la période de la saison sèche chaude (de mars à juin), la demande en lait est importante, mais la production est très réduite en raison des carences alimentaires des vaches.*

(« *Association pour les Producteurs Laitiers Transhumants* »). La zone d'intervention touche les communes du Trarza et du Brakna qui se situent dans l'aire de ramassage du lait des 2 centres de collecte de la laiterie.

- Suite à la mission de monitoring de VSF en 2004, une séparation plus claire des rôles et attributions des différents partenaires est demandée pour permettre une gestion conjointe plus transparente et éviter les risques de conflits d'intérêts. La coordination de l'APLT, jusque-là assurée par la coopérante VSF, est attribuée à Ould Saleck Sidya, cadre du projet. L'APLT se devait de renforcer son « vouloir » et de clarifier sa structure et son fonctionnement.

- **2005 :** - Nouveau changement statutaire caractérisé par une ouverture du partenariat à tous les éleveurs laitiers, quelle que soit la destination de leurs laits, et élargissement de la zone d'intervention.
- **2006 :** le second semestre est caractérisé par les annonces successives de démission de la coopérante VSF à l'issue de l'année en cours et par la décision de VSF-B de ne plus prendre en compte la Mauritanie dans son prochain Programme pour des raisons de stratégie géographique.
- **2007 :** - Démission de la coopérante VSF-B, mais continuation de son appui à l'APLT en tant que Directrice « bénévole » de l'ONG.
  - La gestion financière est transférée au PLP et est assurée par la nouvelle directrice
  - La gestion opérationnelle du projet est réalisée par le coordinateur national (avec l'appui de la directrice)
  - En juin, La structure exécutive de l'APLT se désagrège avec la démission du président et le départ de la directrice.

1.2.2. Cadre logique de l'intervention

L'intervention a connu au cours de son exécution plusieurs modifications importantes touchant soit son intitulé (et sa mission), soit son cadre logique, tant au niveau des objectifs spécifiques qu'à celui des résultats et des IOV. L'annexe 02 reprend les évolutions de ces différents éléments du cadre logique.

(i) Intitulé du projet

La dénomination initiale du projet tel qu'inscrite dans le plan d'action 2004 était « *Renforcement des Capacités de Production des Eleveurs Laitiers du Trarza en Mauritanie* ». Sur recommandation de la mission de monitoring de VSF-B en 2004, l'appellation du projet est modifiée[5], de façon à mettre l'accent sur le rôle innovant du projet en matière d'appui à l'instauration d'une filière laitière intégrée pouvant servir de modèle pour le secteur laitier du pays, voire de la sous-région. Il convenait donc de replacer l'action dans ce contexte et non pas seulement dans l'amont de la filière avec les éleveurs pour seuls acteurs.

(ii) Objectif spécifique

A l'origine, le projet comptait 2 objectifs spécifiques : OS 1 « Amélioration de la production laitière dans le Trarza » et OS 2 « Renforcement des capacités techniques et opérationnelles de l'APLT ». Les principes de la GCP ne prévoyant qu'un seul objectif spécifique par action, la mission de monitoring a proposé de les reformuler sous un libellé unique « La productivité laitière est améliorée dans le Trarza et le Brakna ». Cette formulation tenait également compte de l'ouverture des actions aux 2 régions touchées par la filière lait et de la nécessité de remplacer la notion trop vague de « production » par celle de « productivité ». Ce concept met l'accent sur la nécessité d'augmenter la production laitière par vache (et donc d'accroître le revenu des éleveurs).

---

5 « Appui aux producteurs laitiers dans le processus de mise en place d'une filière laitière intégrée en Mauritanie »

(iii) Résultats intermédiaires

Les résultats intermédiaires tels que formulés dans le premier plan d'actions ont subi des modifications légères, généralement plus axées sur la forme que sur le fonds. Mais ces changements s'avéraient nécessaires soit pour apporter des précisions supplémentaires[6] soit pour tenir compte des réalités du pays[7] ou des modifications statutaires du PLP[8]

(iv) Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)

Les IOV figurant dans le 1er cadre logique ne répondaient pas aux critères « SMART » et s'apparentaient plus à des indicateurs d'activités. En année 2 (PA 2005), le nombre d'IOV a fortement augmenté passant de 12 à 23, mais leur qualité est restée globalement assez médiocre en terme d'appréciation des effets des actions conduites par le projet[9].

De nombreux IOV ont également été complètement modifiés en cours d'exécution, ce qui rend impossible le suivi de l'état d'avancement du projet. En outre, plusieurs IOV, dont les nouveaux inscrits dans le PA 2007, ont été révisés à la baisse pour s'adapter aux réalisations de l'année précédente avec la justification « revu à la baisse car l'IOV était trop optimiste ».

Ces modifications régulières dans la formulation des indicateurs et dans les objectifs quantitatifs à atteindre (« indicateurs à géométrie variable ») rendent difficile une évaluation des résultats et de l'Objectif Spécifique, d'autant plus que nombre de ces indicateurs ne fournissent aucune précision sur la qualité des réalisations.

(v) Le cadre logique actuel est le suivant :

Objectif global : Réduction de la pauvreté par l'augmentation du revenu en milieu rural

Objectif spécifique : La productivité laitière est améliorée dans le Trarza et le Brakna

Résultats intermédiaires :

R1 : La santé animale est sécurisée

R2 : L'approvisionnement du cheptel en aliments est amélioré

R3 : Les éleveurs disposent des compétences nécessaires à l'optimalisation de la product. laitière

R4 : L'APLT est consolidée en tant que structure associative et partenariale

R5 : L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques et opérationnelles

---

6 Ex. : La formulation du résultat R5 « L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques » a été complétée par la notion de compétences « opérationnelles » car l'efficacité, l'efficience et la viabilité du PLP reposent également sur son organisation.

7 Ex. : le résultat R2 « L'approvisionnement du cheptel en aliments est maîtrisé toute l'année » n'était pas réaliste compte tenu qu'une complémentation alimentaire durant l'hivernage est superflue et anti-économique.

8 Ex. : La formulation du résultat R5 « l'APLT est consolidée en tant que structure socioprofessionnelle associative » a dû être modifié en raison de son évolution en une organisation de type ONG

9 Ex. : l'IOV 12 est formulé comme suit : « Nombre de réunions annuelles entre la coordination APLT et le bureau de l'APLT »

2. ANALYSE DE LA CONCEPTION DU PROJET

La présente action est le fruit de la troisième formulation de projets en Afrique de l'Ouest préparés par le Siège de VSF-B dans le cadre du Programme Quinquennal 2003-2007 de la DGCD. Par rapport aux deux premières formulations, on remarque une amélioration notoire dans le processus de conception. Ainsi, le partenaire local a été impliqué dès le début, puisque l'initiative vient d'un de ses membres (Présidente). En outre, la formulation a utilisé une approche plus participative en consultant les groupes cibles et les principaux acteurs de la filière. Plusieurs causes de la pauvreté ont été analysées et prises en considération. L'importance de la production laitière dans le revenu des ménages et des trayeurs a été clairement soulignée. De fait, la cotation globale[10] de cette étape montre un net progrès par rapport à la 1ère identification réalisée par VSF-B[11] au Mali (52% contre 21%).

Toutefois, plusieurs aspects liés à l'identification de l'action s'avèrent défaillants ; il s'agit notamment :

- du manque d'analyse approfondie de la structure partenaire (composition des membres, fonctionnement et organisation de l'APLT). Ainsi, les liens de dépendance très forts entre la laiterie TIVISKI et l'APLT n'ont pas été relevés alors qu'ils plaçaient le futur partenaire local dans une position de conflit d'intérêts entre la laiterie et les éleveurs qu'il était sensé représentés ;
- de l'insuffisance de connaissance mutuelle entre les deux partenaires, notamment en matière de vision dans la mission du futur projet ;
- de l'absence d'implication de la majorité des membres de l'APLT dans la conception du projet et dans la mise en place du partenariat.

Au titre de la formulation, on relève également certaines défaillances :

- L'étape d'analyse n'a pas été suffisamment creusée, puisque l'analyse des problèmes n'a pas fait appel aux outils MARP et aux ateliers PIPO.
- Le cadrage du projet, bien qu'ayant intégré les éléments tels que cadre logique, chronogramme et budget, n'a pas présenté les arbres à problèmes et à objectifs et n'a pas exposé l'analyse des axes stratégiques de la future intervention.

En outre, la préparation du document de projet a reposé sur la participation très active d'une collaboratrice de TIVISKI, future coopérante VSF-B, chef de projet. Sans préjuger de l'intégrité de cette personne, par ailleurs très dévouée, cette implication peut poser un problème d'objectivité et d'impartialité dans le cadre de la mise en œuvre d'une filière laitière où chacun des acteurs présente des intérêts spécifiques propres, parfois divergents.

Globalement, la phase de conception du projet apparaît donc comme insuffisamment approfondie. Il en a résulté des conséquences pénalisantes lors de la phase d'exécution du projet :

- Des malentendus sur la mission et les objectifs du projet sont apparus au fil du temps entre la directrice de la laiterie[12] (objectifs de « business social ») et VSF-B (« actions humanitaires » à travers l'amélioration du bien être des populations défavorisées)
- Les actions prévues dans le cadre du projet étaient fortement calquées sur les besoins / attentes de la laiterie en vue de garantir son approvisionnement en lait durant la saison sèche chaude et de collecter un lait de bonne qualité hygiénique.

---

10 Cotation établie avec le concours du Coordinateur VSF-B pour l'Afrique Francophone

11 Voir Evaluation finale de l'APLFLSA au Mali

12 A l'époque la directrice, propriétaire de la laiterie, était également présidente de l'APLT

- La confusion entre APLT et TIVISKI était totale en début de projet dans le chef des éleveurs et des autorités locales (elle persiste encore maintenant)
- La confusion entre l'APLT et le projet APROFLIM est généralisée (même actuellement, l'équipe de projet n'est connue que sous le vocable APLT)
- VSF-B est plus perçu comme « bailleurs de fonds » que comme partenaire technique
- La rupture complète des relations entre TIVISKI et l'APLT en 2005 est attribuée à VSF-B par la laiterie. De ce fait, l'Objectif Spécifique qui visait à « mettre en place une filière laitière intégrée » devenait difficile à réaliser.
- Le cadrage du projet a fait l'objet de nombreux amendements et révisions tant au niveau du cadre logique qu'à celui des IOV

3. ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET

Globalement la pertinence du projet est bonne (69%) en raison principalement à la réponse qu'elle a apportée aux attentes des bénéficiaires et au caractère approprié de ses actions vis-à-vis des stratégies des partenaires institutionnels (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et Entités administratives locales).

3.1. Pertinence au niveau des groupes cibles

La prestation a contribué à résoudre un grand nombre de problèmes liés à la production laitière (faible accès aux soins vétérinaires de qualité, difficulté d'approvisionnement en aliments bétail pendant la période de soudure, faible production laitière, manque de compétences en alimentation, en santé animale et en hygiène du lait) et de ce fait l'appréciation des groupes cibles est excellente (88%).

Lors des ateliers d'évaluation participative, les femmes ont considéré que le projet avait bien répondu à leurs attentes, notamment en matière d'amélioration de la santé animale de leurs cheptels et de renforcement de leurs capacités. Mais, elles auraient souhaité une plus grande diversification des actions conduites (embouche, aviculture…).

En ce qui concerne les hommes, la pertinence de la prestation a été appréciée comme très bonne en raison principalement du renforcement de leurs connaissances et de la répercussion des actions initiées par le projet sur la production laitière et donc sur leurs revenus. Mais, ils ont également émis le regret d'un manque de diversification des actions du projet (amélioration génétique, hydraulique pastorale…).

3.2. Pertinence au niveau du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE)

Les priorités du MAE sont bien prises en compte, principalement en ce qui concerne l'organisation des éleveurs, la sécurisation de la santé animale, la vulgarisation et l'amélioration de l'alimentation du bétail.

Ainsi, la contribution du projet aux campagnes de vaccination est jugée excellente, à la fois au niveau de la préparation, de la concertation et de la mise en œuvre. Le projet réalise entre 30% (pour le Brakna) et 65% (pour le Trarza) du total des vaccinations effectuées dans les deux régions concernées.

La prise en charge des soins vétérinaires de proximité par les équipes mobiles du projet et leurs contributions à la formation des éleveurs sont également très appréciées, car ces activités permettent de soulager le travail des maigres effectifs des services déconcentrés de l'Élevage.

Les actions du projet dans le cadre de la structuration des éleveurs sont regardées avec beaucoup d'intérêt du fait que le MAE accorde une importance grandissante dans l'organisation des éleveurs en vue d'une approche plus participative et plus responsabilisante des producteurs dans leur propre développement. L'expérience des GSE constitue à leurs yeux un exemple à suivre en matière de structuration des éleveurs en raison d'une bonne implication de la base aux discussions et décisions les concernant. Toutefois, les actions actuelles du projet en la matière sont encore modestes et embryonnaires ; elles devraient viser une plus grande diversification des activités actuellement focalisées sur la seule filière lait (développement d'autres AGR et renforcement des capacités d'autofinancement des groupements).

3.3. Pertinence au niveau des entités administratives décentralisées

La pertinence de l'intervention pour les autorités administratives décentralisées est bonne, puisque le projet intervient dans un secteur clef du développement socio-économique de leurs entités. Mais, ces actions sont également considérées comme trop ciblées sur la filière laitière. En effet, les besoins des communes en matière d'élevage sont beaucoup plus étendus (dynamisation de la filière bétail-viande, besoins en infrastructures d'élevage, y compris en pharmacies villageoises et en petites unités de fabrication d'aliments ou de transformation des produits d'élevage).

3.4. Autres éléments concernant la pertinence de l'action

- La prestation est pleinement cohérente avec la **mission[13] et les axes thématiques[14] de VSF-B**. Toutefois, la contribution du projet à la réalisation du thème « Capacity Building » s'avère un peu faible en raison des lacunes constatées en matière de renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de l'APLT et des groupements d'éleveurs. Le renforcement des partenaires locaux a été polarisé sur les aspects techniques et opérationnels de l'équipe projet (confondus avec l'ONG) et sur les compétences techniques des éleveurs. En ce qui concerne les axes transversaux, un effort important a été consenti au titre de l'aspect « genre » en incluant systématiquement les femmes et les hommes aux sessions d'animation et de formation et en les faisant participer aux diverses réunions. En outre, le projet a mis en œuvre une AGR (fabrication de pierres à lécher) qui a permis aux femmes de se valoriser et de renforcer leur organisation. Par contre, les autres axes transversaux (HIV / SIDA, environnement, …) n'ont pas été pris spécifiquement en considération.
- En ce qui concerne la **pertinence du projet vis-à-vis des « Objectifs du Millénaire »**, elle s'avère assez modeste au niveau du nombre d'objectifs pris en compte (deux). Le premier concerne la « réduction de l'extrême pauvreté et de la faim » pour lequel la contribution du projet reste faible en nombre de personnes très pauvres touchées. Le second vise à « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », thème pour lequel le projet a apporté une contribution réelle.

---

[13] *« Améliorer le bien-être des populations défavorisées par l'optimisation de l'élevage »*

[14] *Les axes thématiques de VSF-B portent sur (i) l'amélioration de la santé animale, (ii) l'amélioration des productions animales (notamment dans le cadre de la filière laitière) et (iii) le renforcement des capacités des partenaires locaux (« Capacity Building »)*

4. ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

4.1. Efficacité de l'équipe du projet

Dans l'ensemble, l'efficacité de l'équipe est très bonne sur le plan opérationnel, mais s'avère un peu faible en ce qui concerne la collaboration avec les autres partenaires. La note globale de 64% reflète les points forts et les points faibles de cette efficacité.

4.1.1. Points forts

- Une excellente efficacité dans la gestion opérationnelle du projet. Les actions sont généralement préparées de manière minutieuse sur les plans de la conception (documentation), de la logistique, de la mise en œuvre et du suivi. Les activités sont exécutées par une équipe de cadres dévoués et compétents. Le professionnalisme de l'équipe du projet est par ailleurs largement estimé par les différents acteurs, tant au niveau des structures concernées du MAE et des entités administratives qu'à celui des bénéficiaires.
- Une collaboration appréciée par les services du MAE, particulièrement en ce qui concerne sa contribution importante dans le cadre des campagnes de vaccination (participation à la programmation, respect du programme, taux de vaccination et restitution des résultats). La collaboration du projet est également estimée en matière de formation et d'organisation des éleveurs. Le niveau de communication est jugé comme bon par les délégués régionaux (transmission des rapports, réunions), mais comme un peu faible par la Direction de l'Elevage (manque d'informations sur les actions réalisées, insuffisance du rapportage, manque de concertations régulières formalisées). Toutefois, cette collaboration peut être jugée comme insuffisante au regard des attentes du projet (absence de reconnaissance officielle de VSF-B, manque de collaboration en dehors des campagnes de vaccination, absence de feed-back concernant les rapports transmis par le projet).
- Une gestion administrative et financière en conformité avec les procédures de VSF-B. La relève de la gestion du projet par le coordonateur national s'est réalisée dans des bonnes conditions avec un appui régulier et efficace de l'ancien CP VSF-B.
- Un développement d'un partenariat avec quelques structures locales. Ce partenariat s'est révélé très performant en ce qui concerne l'élaboration d'outils de vulgarisation (films de sensibilisation accompagnés de plaquettes et de brochures illustrées). Les coûts de leur réalisation ont été partagés entre le projet, l'IST et l'INAP. L'IST, qui a collaboré à la réalisation de ces moyens, a particulièrement apprécié le professionnalisme et le sérieux du projet dans la conception, la diffusion et le suivi-évaluation des différents outils produits. L'ISET a également contribué au renforcement des compétences du projet en vue de l'amener à produire lui-même les films et brochures de vulgarisation (formation en infographie[15]). La collaboration avec l'INAP a touché d'autres domaines (cofinancement des formations en insémination et en parasitologie, organisation du stage d'un vétérinaire envoyé par l'institut, participation à l'évaluation de la formation en alimentation).
- Un bon niveau de communication interne (réunions hebdomadaires au sein des équipes régionales, réunions mensuelles de coordination entre l'unité de gestion et les responsables régionaux). Au début, l'implication des responsables régionaux était surtout axée sur les aspects opérationnels, mais par la suite, leur participation à la gestion globale du projet (planification, …) a été renforcée.

---

[15] *Malheureusement, la personne formée n'a pas pu être recrutée par le projet, mais elle reste à la disposition du projet en cas de besoin.*

- Un système efficace de suivi (avec la production par les différents responsables de rapports à la fois concis et complets).
- Un bon taux d'exécution des recommandations issues des monitorings du projet (72%), d'autant plus que certaines d'entre elles devenaient obsolètes, compte tenu de l'évolution du contexte.
- Un système de suivi-évaluation performant du projet par les coordinations de VSF-B (à travers les missions de monitoring, le système de rapportage, les ateliers périodiques et les communications Internet régulières). Ce suivi a permis d'améliorer la qualité de la prestation (stratégie d'intervention, stratégie partenariale, efficacité et efficience des actions, appui sur des aspects techniques).

4.1.2. Points faibles

- Une planification annuelle parfois défaillante car trop optimiste, ce qui entraîne trop souvent des révisions à la baisse des indicateurs et même des IOV. Par ailleurs, les contraintes contextuelles à la mise en œuvre des planifications n'ont pas été suffisamment prises en compte par l'Unité de Gestion du projet (mobilité et absence des éleveurs à certaines périodes de l'année, difficultés d'assurer un suivi sanitaire des animaux durant l'hivernage, perturbations régulières du programme par la nécessité de répondre aux appels d'urgence pour les soins vétérinaires…)
- Une maîtrise insuffisante des principes de la GCP, notamment en matière de cadre logique, d'identification d'IOV « SMART » et de respect des objectifs initiaux (modification régulière des éléments relevant de la « logique d'intervention », programmation glissante des indicateurs en fonction des résultats obtenus précédemment…).
- Un niveau globalement insuffisant d'informations des autorités communales sur les actions du projet. Ce manque de contact formel avec les élus communaux s'explique en partie par le caractère assez récent de mise en place des nouveaux collèges municipaux.
- Un manque de partenariat effectif entre les communes et le projet[16]
- Une approche méthodologique initiale trop subordonnée à la stratégie de la laiterie TIVISKI en matière de développement de la production laitière au niveau des éleveurs. Celle-ci, bien que conçue comme une opération « win-win », était essentiellement orientée vers des actions permettant une sécurisation de son approvisionnement en lait de qualité. L'approche adoptée visait à apporter des services aux éleveurs fournisseurs de la laiterie moyennant un système d'avance sur lait. Par la suite, l'approche a évolué progressivement vers un élargissement du groupe cible et vers une responsabilisation accrue des éleveurs à travers la mise en place des groupements solidaires. Mais les fréquents changements dans les statuts de l'APLT et les stratégies opérationnelles ont été déroutants pour les éleveurs. Ils ont également semé une certaine confusion au niveau des partenaires, notamment auprès des autorités administratives locales.
- Une détérioration des relations entre TIVISKI et le projet suite aux recommandations faites par VSF-B en vue de renforcer l'autonomie de l'APLT vis-à-vis de la laiterie et gagner ainsi en crédibilité aux yeux des éleveurs et des partenaires. Les divergences concernant les rôles et attributions du projet et de l'APLT[17] ont finalement abouti à une rupture brutale de la collaboration entre TIVISKI et l'APLT. Cette situation a été probablement aggravée par les différents au sein du bureau de l'APLT dont la présidente à l'époque était la directrice de TIVISKI.

---

[16] *Ce partenariat aurait pu impliquer, d'une part les autorités locales dans certaines actions de sensibilisation des populations et, d'autre part, le projet dans un appui à la conception et la mise en œuvre des plans de développement communaux*

[17] *Selon les propos de la Directrice de TIVISKI, l'APLT a été conçu comme une structure de la laiterie permettant une approche de développement basée sur le concept de « business social », alors que VSF-B (et les bailleurs de fonds) se cantonne dans une « philosophie humanitaire stérile ». Cette divergence dans l'approche aurait engendré une suspicion vis-à-vis de l'APLT quant à un appui trop « commercial » à une structure privée ; ce qui a poussé VSF-B à préconiser la coupure du cordon ombilical reliant la laiterie à l'APLT*

4.2. Efficacité des actions

L'évaluation de l'efficacité des actions menées dans le cadre de l'intervention est très bonne (77%). Cette appréciation exprime un bilan très positif des points forts par rapport aux points faibles.

4.2.1. Points forts

- Un excellent taux de réalisation des activités programmées qui atteint 122%. Toutefois cette appréciation est à nuancer en raison de changements assez fréquents dans les indicateurs d'activités[18] et d'une adaptation annuelle des objectifs quantitatifs à atteindre en fonction des réalisations effectives de l'année précédente (planification glissante des indicateurs).
- Une bonne qualité des activités réalisées, principalement en ce qui concerne les résultats 1 (santé animale), 2 (alimentation), 3 (renforcement des compétences techniques des éleveurs) et 5 (renforcement des compétences techniques de l'APLT, du moins de l'équipe opérationnelle du projet).
- Un effort remarquable en matière de sensibilisation des masses rurales et de formation des éleveurs/ éleveuses dans les domaines touchant les techniques de l'élevage laitier (cfr. § 4.4.4). Les prévisions en termes de bénéficiaires touchés sont largement dépassées (165%). Entre 2.000 et 4.600 personnes ont assisté aux différents modules de sensibilisation (film suivi d'un débat). Selon les thèmes ce sont entre 150 à près de 2.000 éleveurs qui ont bénéficiés de formation plus approfondies à l'aide de plaquettes et de brochures.
- Un bon taux d'application des thèmes diffusés (particulièrement en ce qui concerne la prophylaxie sanitaire et l'alimentation équilibrée des vaches laitières). Par contre, la formation en coupe et conservation des fourrages naturels n'a connu aucune application (cfr. 4.4.4).
- Une bonne appréciation globale des activités par les groupes bénéficiaires (75%), particulièrement en ce qui concerne leur renforcement des capacités dans les domaines de l'alimentation, de la santé animale et de l'hygiène de la traite. Ces thèmes sont considérés comme très importants dans le cadre de l'amélioration de la production de leur cheptel. Les appuis apportés par le projet ont permis d'améliorer considérablement la maîtrise de ces aspects.
- Une très bonne perception de l'utilité et de l'efficacité des équipes mobiles (campagnes de vaccination et soins vétérinaires de proximité). La qualité professionnelle du personnel est reconnue par tous (programmation et exécution des campagnes de vaccination, rapidité d'intervention en cas d'appels d'urgence, qualité des soins et du suivi après traitement).
- L'appui à l'approvisionnement en aliments bétail est très prisé, car il évite l'endettement des éleveurs tout en maintenant une production élevée de lait durant la saison chaude. Toutefois, la nouvelle formule de fonds de roulement BAB octroyés aux GSE ne donne pas vraiment satisfaction[19] (insuffisance des fonds accordés ne permettant pas de contenter tous les GSE et tous les éleveurs, non maîtrise des prix des aliments, faible rotation des fonds).

---

[18] *Ainsi l'indicateur pour l'activité 1.1 « Assurer un service sanitaire vétérinaire de proximité de qualité » a été modifié à 4 reprises : 2004 : « Nbre de visites régulières par mois et par éleveur » ; 2005 : « % d'éleveurs visités en moyenne par le service sanitaire » ; « % des visites avec des soins vétérinaires » ; 2006 : « Chiffre d'affaires annuel des prestations vétérinaires »*

[19] *L'ancien système des magasins de stockage permettait des achats groupés plus importants et donc de mieux maîtriser les prix du marchés.*

4.2.2. Points faibles

- Une qualité assez médiocre de réalisation des actions de consolidation de la structure associative et partenariale de l'APLT. Les indicateurs relatifs à ce résultat sont par ailleurs peu appropriés[20].
- Un renforcement organisationnel très insuffisant des GSE (absence de formations en vie et principes associatifs, manque de structuration des GSE).
- Une défaillance marquée en matière de renforcement des capacités du PLP (absence de diagnostics institutionnels et de formations, faible niveau du « Vouloir », « Pouvoir » et « Faire »).
- Une trop forte dépendance des activités du projet par rapport aux attentes initiales de TIVISKI dans le cadre de sa stratégie de « Business Social ».

4.3. Efficience du projet

L'efficience du projet en termes de ressources mises en œuvre pour atteindre les résultats est globalement bonne (cotation : 77%).

4.3.1. Points forts

- Une bonne adéquation des ressources humaines, matérielles et budgétaires pour la réalisation des résultats (hors résultat 4 « Renforcement institutionnel de l'APLT » pour lequel les actions conduites s'avèrent extrêmement ténues). Les seules restrictions concernant l'adéquation des ressources concernent d'une part le montant insuffisant du fonds de roulement en intrants alimentaires au regard des besoins des éleveurs et, d'autre part, le retard dans la mise à disposition des fonds par VSF pour l'année 2007.
- Une bonne efficience des ressources humaines du projet. Le rendement au travail un peu faible durant la période s'étendant d'août à novembre[21] est compensé par des périodes nettement plus actives durant le restant de l'année[22].
- Une bonne efficience dans l'utilisation des ressources matérielles. L'abandon des tournées sanitaires systématiques a permis d'utiliser plus efficacement les véhicules. Mais, les contraintes[23] à l'usage de motos pour exécuter les soins curatifs de proximité grèvent un peu l'efficience d'utilisation des moyens de déplacement. Le matériel audiovisuel et les équipements de la chaîne de froid s'avèrent indispensables à l'exécution des activités et sont utilisés à bon escient. Par contre, le matériel de laboratoire des deux équipes régionales n'a jamais été utilisé faute d'accompagnement (formation pratique) dans la réalisation des analyses de terrain.
- Un excellent taux de réalisation des IOV (116%). Mais, les nombreux changements dans le libellé des indicateurs et leurs ajustements fréquents limitent fortement l'évaluation de l'atteinte des objectifs et résultats.

---

[20] *Exemple d'indicateur d'activité inscrit au titre du renforcement institutionnel de l'APLT : « Liste des éleveurs partenaires » ; « nombre de réunions annuelles »*

[21] *Durant cette période, l'activité majeure se limite à répondre aux appels d'urgence (environ une dizaine par semaine) et à exécuter les déparasitages internes.*

[22] *De novembre à février : campagne de vaccination sur les bovins ; de mars à mai : campagne de vulgarisation ; de juin à juillet : campagne de vaccination sur les petits ruminants. A ces activités programmées viennent s'ajouter les visites sanitaires en cas d'appel d'urgence.*

[23] *Au nombre des contraintes à l'utilisation des motos, on relève les difficultés de se déplacer dans les zones sablonneuses et surtout les réticences socioculturelles à l'utilisation de ce type d'engin pour des usages professionnels.*

4.3.2. Points faibles

- Une qualité assez moyenne du parc automobile. Pour des raisons budgétaires, les deux véhicules ont été achetés d'occasion et l'un d'entre eux est actuellement dans un état médiocre.
- Une absence de ressources destinées au renforcement des capacités du PLP. L'ensemble des ressources initialement destinées à consolider l'APLT a été affecté au renforcement technique de l'équipe opérationnelle de l'APLT (en réalité le personnel d'exécution du projet APROFLIM).

4.4. Bilan des actions menées

Les actions du projet ont été regroupées en 5 grands volets : (1) santé animale ; (2) alimentation ; (3) structuration des éleveurs ; (4) vulgarisation / renforcement des compétences des éleveurs ; (5) renforcement des capacités de l'APLT. Les bilans portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs des réalisations et sont présentés sous forme de tableaux pour permettre une analyse plus efficace par le lecteur.

4.4.1. Volet « Santé animale »

Eléments	Bilan	Appréc	Commentaires
Campagnes de vaccination des bovins	2004 : 34 822 2005 : 26 558 2006 : 30 228 2007 : 37 815 Nbre de foyers déclarés dans les sites d'intervention du projet (2206-2007): * PPCB : 0 * Botulisme : 0	+/-	* Les chiffres indiqués ne portent que sur la vaccination obligatoire (PPCB). La majorité des bovins reçoit en outre une vaccination contre la pasteurellose. D'autres maladies sont également visées en fonction de leur prévalence dans la zone (botulisme, charbon symptomatique). * L'évolution dans les effectifs vaccinés est légère (+9%) ; la progression est le résultat de la sensibilisation des éleveurs et de la mise en place de nouveaux parcs de vaccination * Les effectifs vaccinés sont très variables d'une année à l'autre en fonction de la qualité de l'hivernage et donc d'un départ plus précoce en transhumance en cas de sécheresse. Dès lors, on observe une fluctuation importante des effectifs présents dans la zone. * En cas de mauvais hivernage, les éleveurs sont également confrontés à des problèmes de liquidités pour payer les vaccinations * Bonne préparation et organisation des campagnes par le projet * Pour les 2 dernières années, les primes de vaccination n'ont pas été versées par l'Etat
Campagne de vaccination des petits ruminants	2004 : 26 966 2005 : 15 294 2006 : 24 677 2007 : 20 853	+/-	* La vaccination des petits ruminants concerne essentiellement l'entérotoxémie (le rappel n'est plus réalisé depuis quelques années). * Les commentaires concernant les effectifs vaccinés sont identiques à ceux présentés ci-dessus pour les bovins * Certains éleveurs estiment que la vaccination contre l'entérotoxémie retarde l'engraissement des moutons et ne la pratiquent plus. * La qualité de réalisation de ces campagnes est également excellente
Soins vétérinaires de proximité	Nbre d'interv. : 2004 : 1 324 2006 : 1 807 Mortalité :	+	* Il y a eu changement de stratégie en matière de soins curatifs : à partir de 2006, les visites régulières systématiques ont été arrêtées par souci d'efficience et de durabilité et ont été remplacées par des visites en cas d'appels d'urgence. Parfois, les traitements s'effectuent à l'occasion d'autres déplacements dans le cadre des campagnes de vaccination ou de vulgarisation. * Durant les 2 premières années, le payement des soins vétérinaires s'effectuait

	2004 : 1 450 2006 : 346		suivant le principe d' « avance sur lait » ; actuellement, les éleveurs payent cash[24] les médicaments, le déplacement et éventuellement l'acte (en cas de petite chirurgie). Ce nouveau système pose des problèmes de solvabilité et d'endettement de certains éleveurs. Mais, cette approche est plus réaliste et plus responsabilisante pour les éleveurs (et garantit mieux la durabilité des soins de proximité) * Le professionnalisme des équipes de terrain est apprécié de tous (services étatiques mais surtout par les bénéficiaires) : réponse rapide en cas d'appels (près de 90% des appels d'urgence sont satisfaits dans les 24h) ; bons diagnostics et traitements efficaces ; suivi des animaux traités.
Parcs de vaccination	Parcs construits : 4 Parcs réfectionnés :1	+	* Dans l'ensemble, les parcs de vaccination mis en activité par le projet sont de bonne qualité (conception et matériaux) ; toutefois, les couloirs s'avèrent trop larges (2 animaux côte à côte). * Les parcs ont permis d'accroître sensiblement la visibilité du projet aux yeux des différents partenaires. * Outre leur rôle déterminant dans l'efficacité des vaccinations, les parcs procurent une meilleure sécurité pour le personnel, les éleveurs et le matériel. * Ils assurent également d'autres fonctions (déparasitages et traitements des animaux ; isolement des animaux étrangers ou agressifs…)
Bilan global : +	**Le volet « Santé animale » constitue un élément clef de la réussite du projet. Il est particulièrement apprécié par les éleveurs bénéficiaires directs (éleveurs partenaires de l'APLT) mais aussi des bénéficiaires indirects (autres éleveurs villageois). Il a permis d'établir et de consolider les relations de confiance entre le projet et les éleveurs et d'aborder de manière plus efficace le volet de vulgarisation.**		

4.4.2. Volet « Alimentation »

Eléments	Bilan	Appr	Commentaires
Aliments bétail	* Montant du fonds de roulement Al. B. 2004 : 19 462 € 2007 : 26 515 € (?) *Turn-over du fonds : 2004 : 1,5 à 6 2007 : 1 à 3 * % du cheptel productif recevant un complém. équilibré : 2004 : 20% 2007 : 55%	+	* L'importance de la complémentation alimentaire est bien comprise de tous et les effets sont évidents pour les éleveurs (augmentation de la production laitière et de la fécondité) ; mais sa rentabilité n'est pas toujours évidente surtout en cas de suspension de l'achat du lait par la laiterie pour cause de surstock en période d'hivernage. * Bonne application de la distribution d'un aliment de complément (100% des éleveurs partenaires de l'APLT), mais le nombre d'éleveurs qui respectent les principes d'une ration équilibrée est plus faible, quoique très satisfaisante (55%). Ceci est la résultante des actions de vulgarisation. * Le rythme du turn-over du fonds est variable d'une année à l'autre en fonction de la disponibilité en fourrages des parcours (et donc de la qualité de l'hivernage et éventuellement des attaques acridiennes[25]) * Au début du projet, l'approvisionnement des éleveurs en intrants alimentaires était basé sur le système d'avance sur lait mis en place par TIVISKI et sur des achats groupés au niveau de 2 magasins régionaux

---

[24] *Un système de crédit solidaire a été mis en place dans les GSE pour permettre un payement à crédit des soins pour un éleveur qui ne dispose pas d'argent. Mais, ce système est peu utilisé.*

[25] *Durant le 1er semestre 2005, la situation alimentaire du cheptel a été catastrophique en raison d'un très mauvais hivernage en 2004, aggravé par une invasion de criquets ; le turn-over du fonds a été de 6 (702 tonnes distribuées) grâce à une bonne gestion des stocks et des remboursements*

			* A partir de 2006, le fonds de roulement « Aliments Bétails » (AB) a été réparti entre les GSE et les montants sont directement gérés par ceux-ci ; ce nouveau système offre des avantages tels qu'une plus grande responsabilisation des éleveurs et une raison d'être des GSE…mais, il présente également de gros inconvénients au niveau de l'opérationnalité et de l'efficacité du système (faible pouvoir de négociation des GSE pour l'obtention d'un prix intéressant ; non maîtrise de l'inflation coûts de l'aliment au cours de la saison sèche ; faible turn-over du fonds en raison des délais de remboursement…)
Pierres à lécher (P.àL)	Nbre de group. féminins formés (2007) : 15 * % d'élev. utilisant des P. à Lécher : 2004 : 5% 2007 : 35%	+	* Retard important dans la 1ère formation (délai de production des outils de formation) * Les groupements de femmes ont bénéficié d'une formation « théorique » et pratique. Ils ont reçu des équipements et un premier lot d'intrants pour la fabrication d'environ 50 à 100 PàL (quantités variables en fonction du nombre de villages à desservir). Le travail est réparti en sous-groupes (5 à 10 PàL / jour). Les pierres sont vendues à tous les éleveurs et même à des commerçants ; il n'y a pas de prix différentiels entre les éleveurs partenaires de l'APLT et les autres. * Les femmes apprécient beaucoup cette activité, qui outre les bénéfices qu'elle procure, leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences et de jouir d'une estime sociale accrue dans le village. * Des incertitudes existent quant au respect des dosages, à la gestion de l'opération et aux capacités des groupements à se réapprovisionner en ingrédients non disponibles localement (mélasse, phosphate bicalcique notamment) * Les pierres à lécher fabriquées sont bien appréciées par les éleveurs (qualité, prix, forte limitation du pica et des maladies qui lui sont associées) * L'utilisation des PàL a également des effets secondaires intéressants (facilité à faire venir les vaches au moment de la traite)
Valorisation des fourrages (foin)	* Nbre d'éleveurs formés : 21 * Nbre d'élev. appliquant le thème : 0	-	* La formation (théorique et pratique) a été bien conduite et les éleveurs ont reçu tout l'équipement nécessaire. * Le thème est peu adapté au contexte du pays (problème foncier et d'application du code pastoral ; problème de transport ; productivité très faible et aléatoire des parcours ; production très insuffisante par rapport aux besoins du troupeau laitier ; conflit dans la gestion du temps avec les autres activités agricoles ; non adaptation de la technique de fauche…) * La poursuite de cette pratique est peu probable, sauf en ce qui concerne certaines femmes pour les opérations d'embouche ovine
Bilan global : **+**	**Dans l'ensemble, ce volet « alimentation » a été positif car il a apporté des effets importants quant à l'accroissement de la productivité du troupeau laitier (voir § 6.3).** **La complémentation des animaux est une pratique acquise par les éleveurs laitiers depuis plusieurs années ; le projet a essayé d'en améliorer l'efficience en recommandant des rations plus équilibrées et plus économiques (moins de gaspillage en aliments protéiques plus onéreux). Malheureusement, il n'a pas proposé des rations types et n'a pas réalisé une étude sur la rentabilité de cette complémentation. Le système de crédit mis en place constitue une bonne solution pour les éleveurs durant la période de soudure. Mais la dernière formule adoptée (contrat BAB au niveau des GSE) n'apparaît pas efficace en matière de maîtrise des coûts et de disponibilité permanente des aliments (faible turnover).** **La mise en œuvre d'une complémentation minérale plus équilibrée à partir de pierres à lécher fabriquées par les groupements féminins est une bonne initiative (à la fois pour les femmes et pour les éleveurs). Mais, elle vient tardivement alors que les groupements ne maîtrisent pas encore les problèmes de dosage, de gestion et de réapprovisionnement en ingrédients de base.** **L'opération « foins » est un échec…qui était prévisible et aurait pu être évité si le projet avait pris la précaution d'analyser plus en profondeur les différents facteurs contextuels influençant cette pratique. Une consultation des projets (VSF-B ou autres) dans les pays où la technique a été testée depuis longtemps (Burkina Faso, Niger, Mali..) aurait contribué à mieux cerner la problématique**		

4.4.3. Volet « Structuration des éleveurs »

Eléments	Bilan	Apprec	Commentaires
Constitution des GSE	Nbre de GSE : 2004 : 0 2007 : 38	+/-	* La création des GSE a été suscitée par le projet pour pouvoir mettre en œuvre les activités du projet après les changements statutaires de l'APLT et sa rupture avec TIVISKI (et donc l'arrêt du système « avance sur lait ») * L'approche adoptée pour la création de ces groupements est saine dans la mesure où il y a eu une bonne implication de la base et où les groupes sont constitués de personnes qui se connaissent bien (cohésion du groupe, confiance entre les membres) * Malheureusement, il n'y a pas eu d'activités de renforcement organisationnel (vie et principes associatifs, gestion,…).au niveau des GSE, ni de structuration des GSE en vue de la création de faîtières régionales)
Capacités organisationnelles	« Vouloir »	+/-	* Objectifs clairs et réalistes partagés par tous les membres * Bon dynamisme de la majorité des responsables * Les domaines d'actions sont trop limités (élevage laitier : BAB et, dans une moindre mesure, santé animale)
	« Pouvoir »	-	* Absence de documents (statut, règlements intérieurs…) et donc absence de reconnaissance officielle * Très faible connaissance des principes associatifs * Absence de ressources propres (pas de droit d'adhésion ou de cotisations périodiques) ; les seules rentrées possibles consistent dans les bénéfices réalisés éventuellement sur la vente des aliments (mais l'inflation du coût des aliments n'est pas prévue) * Forte dépendance du projet pour la tenue et le contenu des réunions * Mais, les réunions sont assez régulières et connaissent un bon taux de participation
	« Faire »	-	* Fortes dépendance des activités à celles du projet * Pas d'activités propres et donc pas de diversification * Absence de relations avec les autorités, les services de l'Etat et d'autres partenaires potentiels * Mais, l'adhésion et la gestion de l'activité BAB sont généralement bonnes
Impact	« Effets induits »	+	* Amélioration des capacités d'analyse des membres grâce aux discussions de groupes * Intérêt des autres éleveurs
Bilan global	**L'initiative de rassembler les éleveurs en groupes solidaires est excellente, car elle devrait aboutir à renforcer leur pouvoir de négociation et assurer une meilleure viabilité des actions entreprises. En outre, cette action permet un renforcement plus efficace des compétences des éleveurs et une stimulation à l'adhésion à des thématiques nouvelles.** **Malheureusement, elle a été essentiellement (exclusivement ?) conçue dans l'objectif d'atteindre les résultats du projet. L'absence d'actions de renforcement organisationnel et de structuration de ces GSE, ainsi que le manque de diversification de leurs activités rendent leur survie très aléatoire en cas d'arrêt des interventions de l'APLT à l'issue du projet (fin de l'année en cours).**		

4.4.4. Volet « Vulgarisation »

(i) Importance du volet « vulgarisation »

Le volet « vulgarisation », qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des compétences des éleveurs, constitue un des axes principaux du projet. Il comporte des actions d'animation / sensibilisation destinées à un large public (souvent l'ensemble des familles du village, y compris les enfants en bas âge et les vieillards), des actions de formation qui visent plus spécifiquement des éleveurs et éleveuses (partenaires ou non de l'APLT) et des formations sur le tas (notamment lors des soins vétérinaires). L'importance de ce volet est illustrée par quelques chiffres clés :

- Nombre de bénéficiaires touchés : - bénéficiaires directs (partenaires de l'APLT) : 529 dont 111 femmes
  - bénéficiaires indirects : 3 379 personnes dont 1 217 femmes
- Budget (2007) : environ 10 000 euros (soit près de 14% du budget) hors salaire et coûts de fonctionnement et sans prise en compte des contributions des autres partenaires (IST et INAP) dans le coût de production des différents outils.
- Volume de travail de l'équipe (2007) : 405 personne/ jours, soit un équivalent de près de 2 cadres employés à temps plein

(ii) Evaluation globale des formations

L'évaluation globale des formations analyse leur niveau de préparation, la méthodologie retenue, leur mise en œuvre et le suivi-évaluation. Le tableau ci-dessous reprend de manière synthétique l'analyse de ces différents points.

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Préparation (identification des objectifs et des bénéficiaires)	+	* Bon ciblage des groupes bénéficiaires en fonction du type de formation : élargissement du public cible à tous les villageois pour les actions de sensibilisation ; formation plus approfondie avec les éleveurs réellement intéressés * Bonne pertinence de la majorité des thèmes…mais les objectifs d'évolution ne sont généralement pas fixés (absence d'indicateurs d'objectifs) * Confusion entre « sensibilisation » et « formation » (toutes les projections de films sont répertoriées comme des formations, alors que le public touché comporte beaucoup de curieux et que les messages ne peuvent pas être assimilés à travers une seule projection)
2) Méthodologie	+ +	* Préparation poussée des activités de formation (recherche documentaire, chronogramme, contenus, outils de formation, devis, synopsis des films ou des brochures, mécanismes de suivi-évaluation…) * Bonne initiative de coupler étroitement les films de vulgarisation avec les plaquettes et les brochures illustrées * Bonne qualité pédagogique des outils produits (films et brochures)…mais, parfois (i) les explications et termes techniques sont trop compliqués et difficiles à traduire en langue locale ; (ii) les modules sont trop chargés et abordent trop de notions différentes[26] ; (iii) les illustrations ne sont pas explicites ou ne sont pas en cohérence avec le texte ; (iv) les conseils/ instructions pratiques font défaut ou sont parfois peu réalistes… * Très bonne qualité des illustrations et des supports (brochures plastifiées)
3) Mise en œuvre	+	* Bonne organisation des sessions (programmation, logistique, information, déroulement et animation des sessions)

[26] *Le module « Alimentation » comporte des notions théoriques sur l'alimentation, la digestion et la composition des aliments, des conseils sur le stockage et le déparasitage ainsi que des explications concernant la comptabilité et les aspects économiques de l'alimentation.*

		* Sessions parfois trop chargées et trop longues (difficulté de capter l'attention du public) * Faiblesse des formations pratiques à l'issue des formations théoriques[27]
4) Suivi-évaluation	+	* Mise en place d'un système de suivi-évaluation après les sessions de formation…mais, cette évaluation cotée ne donne pas une réelle image des acquis[28] au niveau individuel * Production d'un rapport d'activité très complet et très opérationnel donnant, entre autre, le nombre de participants, la distribution des outils (brochures et parfois équipements ou intrants), les coûts, la méthodologie utilisée, l'analyse des points forts et des points faibles et les recommandations.
Bilan global	**Globalement, il convient de reconnaître le bon professionnalisme de l'équipe en matière de vulgarisation, principalement en ce qui concerne la conception et l'organisation des modules.**	

(iii) Evaluation de l'efficacité des formations

L'évaluation des formations organisées par le projet ne peut être basée sur les seuls critères du nombre de participants, du nombre de thèmes abordés ou de la qualité pédagogique des sessions. Elle doit surtout apprécier **l'efficacité de ces formations**. Celle-ci prend en considération 4 éléments fondamentaux : (i) **la pertinence** de la formation (les objectifs de la formation étaient-ils adéquats par rapport à un **objectif d'évolution** d'une situation négative ?) ; (ii) **les acquis** (les connaissances / compétences ont-elles été réellement assimilées par les bénéficiaires ?) ; (iii) **le transfert** (les compétences acquises sont-elles réellement mis en œuvre ?) ; (iv) **l'impact** (l'objectif d'évolution est-il atteint ?). L'ensemble de ces éléments[29] détermine l'efficacité de la formation. Cette efficacité correspond en quelque sorte au rendement de l'investissement réalisé dans cette formation. Nous l'avons exprimé en pourcents[30] sur base d'un calcul intégrant les 4 éléments de l'évaluation. Ces analyses de l'efficacité des formations figurent en annexe, mais deux exemples concernant les thèmes les plus vulgarisés (hygiène de la traite et alimentation rationnelle) sont présentés ci-après.

Efficacité de la formation en « Hygiène du lait »

- **Données de base** :
  - Période couverte : 2005 à 2007
  - Modules : 1) Sensibilisation (film) ; 2005 et 2006 : Nbre de sessions : 81
    Durée moyenne des sessions : 2h45'
    Nbre total de participants : 3.153

    2) Formation (plaquette + brochure) ; 2007 : Nbre de sessions : 27
    Durée moyenne des sessions : 1h45'
    Nbre total de participants : 1.430
    Dont bénéficiaires indirects : 900

---

[27] *La majorité des éleveurs ont regretté l'absence de démonstrations pour la constitution des rations équilibrées (non maîtrise des proportions entre les aliments énergétiques et les aliments protéiques).*

[28] *L'évaluation comporte un questionnaire « technique » qui est adressé à toute l'assemblée et chacun apporte des éléments de réponse ; la cote attribuée correspond à une évaluation collective et non individuelle ; ce suivi peut être considéré comme un renforcement de la projection par un rappel des points essentiels par le public présent.*

[29] *Ces différents éléments ont été analysés à partir des dossiers de formation établis par le projet, des enquêtes de suivi-évaluation conduites par le projet, des enquêtes d'acquis de connaissance réalisées par la mission au cours des enquêtes de terrain, des estimations des taux d'application réalisées avec d'une part l'équipe du projet et d'autre part, avec les bénéficiaires au cours des ateliers d'évaluation participative.*

[30] *Ce pourcentage est établi de manière à garder la comparaison avec un taux d'intérêt de l'investissement réalisé (en dessous de 5% le rendement est faible…par contre, au dessus de 20% il est très bon)*

➢ **Analyse de l'efficacité** :

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	2.5	(+) Thème important pour la laiterie (mais se réduisant par la suite[31]) (-) Faible prise en compte des autres facteurs agissant sur la qualité du lait
2) Acquis	3	(-) Fim trop long (2h !) ; abandonné par la suite (+) Bonne qualité du manuel (+) Bonne cotation d'évaluation à l'issue de la formation (88%) (+) Bon niveau de maintien des acquis (cotation obtenue lors de l'évaluation : 85%)
3) Transfert	1,8	Enquêtes 2005 : (+/-) : hygiène du trayeur (43%) (-) : hygiène du matériel de traite (20%) (--) : hygiène de la mamelle (2%) Evaluation (2007) : (-) : 30% d'application d'au moins 10 règles (selon les équipes régionales) (+/-) : 40 à 60% d'application correcte (selon les participants aux ateliers lors de la présente évaluation)
4° Impact	1,5	(+) Selon les éleveurs : • Réduction du nombre de bidons refusés aux centres de collecte • Thèmes trop contraignants (protocole trop lourd) (+/-) Selon la laiterie : • Diminution du nombre de bidons refusés pour cause de qualité (Centre de Collecte de Boghé) • Peu d'effets sur la qualité du lait réceptionné à Nouakchott (incidence de nombreux autres facteurs) (-) Selon le projet : • Protocole trop lourd (25 règles d'hygiène !) • Contraintes de temps pour les troupeaux laitiers importants • Absence de mesures incitatives à la qualité de la part de la laiterie
5) Efficacité	**8%**	**Efficacité moyenne de la formation**

➢ **Conclusions** :

L'efficacité de la formation apparaît comme assez moyenne (8%) en raison d'une application limitée de l'ensemble des règles vulgarisées, d'un impact assez faible au niveau de la qualité du lait réceptionné à la laiterie et d'un manque de mesures incitatives. Le protocole à appliquer chez les éleveurs aurait dû procéder d'une analyse de type HACCP[32] pour déterminer les points critiques en matière de pratiques d'hygiène.

- ***Efficacité de la formation en « Alimentation »***

➢ **Données de base** :

- Période couverte : 2006 et 2007
- Modules : 1) Sensibilisation (film) : Nbre de sessions : 122
  Durée moyenne des sessions : 1h30'
  Nbre total de participants : 4.397

---

[31] *Les analyses effectuées par la laiterie au cours de ces dernières années ont montré que la qualité hygiénique du lait est fonction d'un grand nombre de facteurs dont plusieurs sont indépendante de l'hygiène de la traite*

[32] *HACCP = Hazard Analysis Critical Control Point (méthode permettant de réduire les risques microbiologiques et autres à des niveaux acceptables dans les filières alimentaires).*

2) Formation (plaquette + brochure) ; 2007 : Nbre de sessions : 33
Durée moyenne des sessions : 1h40'
Nbre total de participants : 1.280
Dont bénéficiaires indirects : 730

- **Analyse de l'efficacité** :

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	3	(+) Assurer une complémentation alimentaire équilibrée (éviter les gaspillages en aliments protéiques ; réduire les problèmes d'indigestion) (+) Augmenter la production laitière durant la saison sèche (-) Faible prise en compte de la rentabilité des rations en considération avec les contraintes rencontrées (notamment les méventes de lait en période d'hivernage)[33]
2) Acquis	3	(+) Amélioration de la côte d'évaluation après formation entre 2006 (68%) et 2007 (84%) (+) Excellent maintien du niveau des acquis : 76% lors des enquêtes projet en 2007 ; 79% lors des enquêtes mission d'évaluation (-) Absence de formation pratique (ignorance des proportions entre les différents ingrédients ; pas de rations-types)
3) Transfert	2	(+) Taux d'application correct des thèmes (mélange d'aliments énergétique et protéiques ; quantité d'aliments à distribuer ; distribution de fourrages ; abreuvement quotidien…) (-) Maîtrise insuffisante des proportions à respecter (-) Non adaptation des quantités aux besoins physiologique de la vache, ni à son potentiel de production (-) Difficultés d'achat d'aliments (coûts élevés, inflation, spéculation) en raison de la disparition des magasins régionaux
4° Impact	3,5	(++) Forte augmentation du nombre d'éleveurs appliquant une alimentation « équilibrée » (de 17 à 55%) (++) Accroissement spectaculaire de la production laitière en périodes de soudure (d'une moyenne de 0,3 l à 2,7 l actuellement) (++) Amélioration nette de la fécondité des vaches laitières
5) Efficacité	**29%**	**Efficacité très bonne de la formation**

- **Conclusions** :

L'efficacité de la formation en alimentation est très bonne (29%) du fait : (i) de sa pertinence par rapport à un problème primordial pour les producteurs laitiers, (ii) du renforcement réel des compétences des éleveurs grâce à la qualité des outils et des formations ainsi que (iii) des effets importants sur la production laitière et sur la fécondité des vaches. Par contre, deux éléments ont pénalisé un peu l'efficacité ; il s'agit :

[33] *Les dépenses en aliments durant la période sèche sont à peine couvertes par les recettes du lait ; par contre, les éleveurs escomptent se rattraper sur la vente du lait en période d'hivernage durant laquelle aucun complément n'est distribué. Bien que la laiterie accorde une priorité aux éleveurs fidèles, elle est obligé de suspendre plusieurs fois l'achat de lait pour cause de mévente durant cette période.*

(i) de l'absence de formation pratique pour assurer la fabrication d'une ration équilibrée[34] et (ii) de la faible prise en considération de la rentabilité globale effective du rationnement.

.

- ***Efficacité de la formation en « Pierres à lécher »***
  - **Données de base** :
    - Période couverte : 2006 et 2007
    - Modules : 1) Sensibilisation : pas de film

      2) Formation : 1j de « théorie » (plaquette + brochure) + 2j de pratique (fabrication des p.à l) :

      Nbre de sessions : 23
      Durée moyenne des sessions : 3 jours
      Nbre total de participants : 210

  - **Analyse de l'efficacité** : voir le tableau d'analyse en annexe 03

Les conclusions résultantes de l'analyse sont les suivants :

La formation bénéficie d'un bon « retour sur investissement » (20%) puisque le taux d'éleveurs utilisant régulièrement les pierres à lécher après seulement une année est satisfaisant (35%) et que les cas de pica (et de maladies associées) ont fortement régressé. De plus, la fabrication des p.à l. constitue une activité lucrative et motivante pour les femmes. Mais, il convient de relever quelques défaillances au niveau du dosage des ingrédients (dans quelques groupements) et dans l'utilisation rationnelle des p.à l. par les éleveurs. En outre, du fait du caractère récent de l'opération (moins d'une année), il demeure une inconnue concernant la pérennisation de la fabrication des p.à l. par les groupements féminins (problèmes de gestion et de réapprovisionnement en intrants de base).

- ***Efficacité de la formation en « Coupe et conservation des fourrages »***
  - **Données de base** :
    - Période couverte : 2006
    - Modules : 1) Sensibilisation (film) : Aucune (pas de film réalisé)

      2) Formation : 1j de théorie (plaquette) + 2 à 3 j de pratique sur le terrain :

      Nbre de sessions : 4
      Durée moyenne des sessions : 3 à 4 jours
      Nbre total de participants : 50

  - **Analyse de l'efficacité :** voir tableau en annexe 03

Les conclusions tirées de l'analyse de ce module de formation sont les suivantes :

Le retour sur investissement de cette formation est très mauvais (<1%) puisque très peu d'éleveurs sont disposés à appliquer cette technique. Pourtant les modules de formation ont été bien préparés et exécutés et même consolidés par la distribution d'équipements. Les éleveurs ont acquis les compétences nécessaires, même si la pratique de la fauche n'est pas apparue satisfaisante (qualité des faux et technique non familière). La défaillance principale résulte d'une analyse insuffisante de la faisabilité de cette pratique dans le contexte local et donc d'une pertinence très faible de l'action de formation.

---

[34] *Dans cette optique, il aurait été judicieux que le projet établisse une ou deux rations types (composées d'un mélange de 2 ingrédients, l'un énergétique et l'autre protéique, sur la base de leur qualité nutritionnelle, mais aussi de leurs disponibilités permanentes et de leurs coûts).*

.

- ***Efficacité de la formation en « Santé animale »***

  - **Données de base** :

    - Période couverte : 2007
    - Modules : 1) Sensibilisation (film) : Nbre de sessions : 22
      Durée moyenne des sessions : 2h
      Nbre total de participants : 3.258

      2) Formation (plaquette + brochure) : Nbre de sessions : 22
      Durée moyenne des sessions : 2h
      Nbre total de participants : 1.321
      Dont bénéficiaires indirects : 800

  - **Analyse de l'efficacité** : voir tableau en annexe 03.

Les conclusions relatives à l'analyse de l'efficacité de cette formation sont les suivantes :

Malgré une pertinence que l'on pourrait qualifiée d'assez moyenne d'une telle formation en raison des connaissances ancestrales préexistantes et du manque d'objectifs d'évolution (et donc d'IOV), l'efficacité de ce 1er module en santé animale apparaît bonne. En effet, elle a engendré un impact non négligeable au niveau de la santé du cheptel et elle a permis un renforcement palpable des compétences des éleveurs. Elle a également permis de conforter l'efficacité des soins dispensés par les équipes mobiles vétérinaires grâce à une anamnèse plus précise fournie par les éleveurs. Toutefois, l'application de la prophylaxie médicale (déparasitage interne stratégique) reste encore très embryonnaire au niveau du troupeau laitier.

4.4.5. Volet « Renforcement des capacités du partenaire local »

(i) Au titre du renforcement des compétences du PLP

Les formations comptabilisées par le CP VSF-B comme renforcement des compétences du PLP sont en réalité des formations qui ont été réalisées au profit de l'équipe du projet APROFLIM. Elles ont visé à améliorer (efficacement) les performances techniques[35] et managériales[36] du personnel. Il y a donc eu confusion (volontaire ?) entre le renforcement de l'équipe du projet (appelé abusivement « équipe APLT ») et le renforcement de l'ONG. En réalité, l'APLT en tant que structure partenaire n'a bénéficié que d'une seule formation (en gestion du cycle des projets) et encore…le membre choisi pour suivre cet atelier n'occupait pas une fonction en rapport avec la thématique enseignée.

(ii) Au titre du renforcement en moyens du PLP

A ce niveau, il y a eu également une confusion entre le projet et l'APLT. Les membres rencontrés sont convaincus que tout l'équipement (véhicules, mobilier, équipements vétérinaires et bureautiques) était d'ores et déjà la propriété de l'APLT.

---

[35] *Formations techniques dispensées : insémination ; parasitologie ; santé animale de proximité ;…*

[36] *Formations en renforcement des capacités de gestion : comptabilité ; budgétisation ; administration ; GCP ; MARP ; PIPO ; durabilité ; knowledge management ;…*

5. ANALYSE DE LA DURABILITE

Cette analyse a été examinée à trois niveaux différents : (i) la durabilité des actions / activités mises en œuvre au profit des groupes cibles ; (ii) la durabilité des services mis en place pour appuyer ces actions et (iii) la durabilité de l'axe stratégique du projet représenté par son objectif spécifique.

5.1. Durabilité des actions

L'analyse de la durabilité des actions et des services s'est réalisée de manière participative en y associant d'une part les groupes cibles et, d'autre part l'équipe du projet. Sur bases des différentes données en sa possession (rapports, résultats des enquêtes et séances de travail, visites des réalisations…) l'évaluateur a amendé, si nécessaire, l'avis de l'équipe.

La pérennisation des actions initiées par le projet est estimée comme assez bonne par les éleveurs (appréciation de la durabilité de l'ordre de 62%), alors qu'elle est considérée comme faible par l'équipe projet + évaluateur (cotation : 42%).

En fait, la durabilité des actions dépend essentiellement de 3 facteurs principaux : (i) l'adoption socioculturelle, (ii) la maîtrise technologique et (iii) la viabilité financière. Chaque groupe d'activités a été évalué par rapport à ces 3 critères. D'une manière quasi unanime, la durabilité socioculturelle a été estimée comme excellente, car les activités initiées ne présentent aucune contrainte sur les plans sociaux, culturels ou religieux. Les résultats par type d'actions sont donnés ci-dessous.

5.1.1. Durabilité des actions d'amélioration de l'alimentation

Ces actions d'amélioration de l'alimentation concernent l'utilisation de rations équilibrées, le recours aux pierres à lécher et la pratique de la coupe et conservation du fourrage (foin). Pour rappel, l'adoption socioculturelle de ces différentes technologies ne pose aucune restriction (100% d'adoption).

(i) ***Au titre de la maîtrise technique des innovations***, celle-ci est considérée comme très bonne (80%) par les groupes bénéficiaires, sauf en ce qui concerne le respect des proportions des différents composantes des rations et des quantités à distribuer, pour obtenir une production laitière optimale et rentable. La maîtrise de l'utilisation de la faux fait également défaut.

Pour l'équipe (Projet + Evaluateur), cette maîtrise technique est jugée comme plus faible (cotation : 63%) en raison des éléments cités par les éleveurs, auxquels s'ajoutent d'autres aspects tels que la non adaptation des quantités distribuées à l'état physiologique et aux productions de chaque vache, la maîtrise actuellement encore insuffisante des femmes en matière de fabrication des pierres à lécher (dosage, réapprovisionnement…)

(ii) ***Au titre de la viabilité financière,*** les actions initiées auraient une (relative) bonne chance de se perpétuer selon les avis des groupes cibles (62%). Mais l'achat des compléments dépend du système de crédit mis en place et des capacités d'achat du lait par les centres de collecte. Les éleveurs estiment que la majorité d'entre eux auront la possibilité de vendre des animaux pour payer les intrants alimentaires, mais que les plus pauvres seront victimes d'un déstockage important, les entraînant dans la spirale de la paupérisation. Tous redoutent que les prix des aliments augmentent sensiblement dans l'après-projet, surtout en l'absence de magasins de stockage. Les groupements féminins estiment, pour leur part, pouvoir répercuter les augmentations des coûts des intrants et du transport sur les prix des pierres à lécher.

L'appréciation de la viabilité financière des actions d'amélioration de l'alimentation est plus favorable (72%) aux yeux de l'équipe, car les éleveurs en ont bien compris l'utilité de celles-ci. Ils ont tendance à dramatiser leur situation financière future en espérant maintenir une forme d'appui par la suite.

(iii) ***Globalement, les chances de pérennisation des actions en alimentation*** sont les suivantes :

- **Bonne (70%)** pour la complémentation équilibrée des vaches laitières
- **Moyenne (50%)** pour la poursuite de la complémentation minérale à partir des pierres à lécher
- **Mauvaise (12%)** pour la viabilité de production de foins

5.1.2. Durabilité des actions d'amélioration en santé animale

Ces actions (hors SVPP) ont visé à renforcer l'hygiène sanitaire du troupeau et la détection rapides des malades. L'adoption socioculturelle ne posant aucun problème, seuls les deux autres aspects de la durabilité seront analysés ci-après.

(iv) ***Au titre de la maîtrise technique,*** elle est considérée comme très bonne (88%) à la fois par les éleveurs et par l'équipe (Projet + évaluateur), du fait qu'il s'agit d'un renforcement de connaissances déjà existantes et que les éleveurs y voient un intérêt immédiat. Les équipes mobiles apprécient fortement les progrès réalisés en matière d'hygiène sanitaire et des capacités d'anamnèse des éleveurs.

(v) ***Au titre de la viabilité financière,*** les actions initiées en matière d'hygiène et de détection rapide des malades n'ont que peu d'incidence financière. Le recours aux soins vétérinaires modernes sera analysé dans le point 5.2

(vi) ***Globalement, les chances de pérennisation des actions en santé animale*** sont estimées comme bonnes (68%)

5.1.3. Durabilité des actions en matière d'hygiène du lait

Ces actions ont visé essentiellement à renforcer l'hygiène de la traite et, dans une moindre mesure, les dispositions de conservation et d'expédition du lait. L'adoption socioculturelle est excellente chez tous, mais certaines réticences existent chez les Peuls Wadabé

(vii) ***Au titre de la maîtrise technique,*** elle est considérée comme très bonne (95%) par les groupes bénéficiaires qui affirment connaître les principales règles d'hygiène de la traite et de la collecte. Mais la plupart reconnaissent ne pouvoir en appliquer qu'une partie car certaines mesures sont difficilement applicables (nettoyage du lieu de traite) ou trop contraignantes au point de vue temps.

Pour l'équipe (Projet + évaluateur), cette maîtrise technique est jugée comme nettement plus faible (cotation : 40%) en raison d'un protocole trop lourd, des effectifs trop élevés en vaches laitières, du nombre de trayeurs (et donc de leur contrôle par le propriétaire) et de l'horaire de livraison au véhicule de collecte.

(viii) ***Au titre de la viabilité financière,*** l'acquisition des produits d'hygiène et des équipements ne devrait pas poser de problème car ceux-ci ont été achetés sans intervention financière du projet. Toutefois, certains éleveurs estiment que leur disposition à payer les produits d'entretien sera fonction des capacités d'achat de leur lait par la laiterie.

Pour l'équipe la viabilité financière des pratiques d'hygiène est perçue comme moins bonne (40%) étant donné que seuls les éleveurs réellement motivés accepteront de faire les dépenses nécessaires.

(ix) ***Globalement, les chances de pérennisation des actions en hygiène de traite*** sont estimées comme bonnes (75%) par les éleveurs, mais comme passablement médiocres par l'équipe (40%) en l'absence de mesures incitatives (ou astreignantes) de la laiterie.

5.1.4. Durabilité des groupements solidaires d'éleveurs

Ici aussi, la durabilité socioculturelle ne pose aucun problème.

Par contre, la durabilité des GSE envisagée sous les 2 autres aspects (maîtrise technique et viabilité financière) apparaît comme très aléatoire. L'absence de formation pour renforcer les capacités organisationnelles et structurelles des GSE augure mal de leur avenir, d'autant plus que leur « Vouloir » et leur « Pouvoir » sont très faibles (voir § 4.4.3) et que leurs activités principales relèvent des actions du projet. Ces groupes ont d'ailleurs été constitués essentiellement dans la perspective de réaliser les activités du projet et d'atteindre les résultats prévus. Ces groupements « suscités » de l'extérieur présentent, néanmoins l'avantage de reposer sur des membres relativement solidaires en raison de leurs liens d'affinité et de leur confiance réciproque. Ils ont également en commun la nécessité d'organiser la collecte du lait. Mais, le crédit BAB apparaît être le ciment principal entre tous les membres, ce qui pose le problème de l'utilité et de l'opérationnalité de ces groupes en cas de changement de stratégie concernant les fonds de roulements « Aliments Bétail ».

5.2. Durabilité des services

Les services mis en place par le projet au profit des producteurs couvrent d'une part tous les aspects liés aux prestations vétérinaires (vaccinations, prophylaxie, traitements curatifs et actes médicaux) et, d'autre part, le système de crédit pour l'achat des intrants alimentaires.

5.2.1. Le service vétérinaire de proximité

(i) <u>L'avis des éleveurs</u>

Ainsi que déjà signalé précédemment, les qualités professionnelles, le sérieux et le dévouement des équipes vétérinaires mobiles sont unanimement reconnues. De ce fait, la pérennisation du recours à ces équipes ne pose aucun problème par rapport à la qualité des services rendus.

Sur le plan de la durabilité financière, les capacités à payer le service apparaissent moins évidente aux yeux des éleveurs. D'un côté, ils sont déjà habitués à payer le prix des vaccinations ainsi qu'une partie des coûts des traitements curatifs (médicaments et frais de déplacement, mais sans la rémunération des prestations). D'un autre côté, la perte des facilités de crédit actuellement octroyés par le projet (à travers les GSE) les placera devant des difficultés financières lors des périodes de soudure ; ce qui les obligera à vendre un petit ruminant pour s'acquitter du payement des interventions vétérinaires.

Globalement, les éleveurs confirment leur adhésion aux soins vétérinaires modernes, mais beaucoup reconnaissent qu'ils recourront d'abord à l'automédication avant de faire appel aux services vétérinaires. Quelques uns affirment même qu'ils appliqueront auparavant les traitements traditionnels.

(ii) <u>L'avis de l'équipe du projet</u>

- La durabilité par rapport aux critères d'adoption socioculturelle et de maîtrise technique des interventions vétérinaires ne pose aucun problème. La **durabilité financière** d'un service vétérinaire de type « privé » est estimée comme bonne, surtout en ce qui concerne les vaccinations. Cependant, l'équipe reconnaît qu'en ce qui concerne les soins curatifs et les visites sanitaires à la demande, la majorité des éleveurs préfèreront se tourner en premier lieu vers la tradithérapie, ou l'automédication.
- Au demeurant, une analyse a été conduite concernant la **durabilité des moyens** nécessaires à la poursuite des activités des équipes mobiles vétérinaires.
  - Au titre des <u>infrastructures</u>, les mécanismes d'entretien des parcs de vaccination reposent sur un comité de gestion regroupant 5 personnes provenant des villages environnants. Une redevance pour l'utilisation des parcs est généralement perçue. Mais, des inquiétudes existent par rapport aux prises

de responsabilités et de décisions en cas de réfection importante par ces comités relativement hétérogènes.

- Au titre de moyens logistiques (véhicules), une rationalisation dans le déplacement des équipes mobiles (arrêt des tournées sanitaires systématiques) a permis d'améliorer l'efficience du parc automobile. Cependant, l'utilisation de véhicules 4x4 pour répondre à un appel d'urgence reste aberrant sur le plan économique. De plus, les contraintes techniques et socioculturelles rendent difficile l'utilisation des motos pour l'usage professionnel vétérinaire en Mauritanie. En outre, l'état actuel des véhicules et l'absence de systèmes garantissant leur entretien et leur renouvellement constitueront rapidement des obstacles pour la continuité des soins de proximité.

Au titre des équipements vétérinaires, la qualité du matériel acheté devrait permettre de poursuivre sans trop de problèmes les interventions vétérinaires. Le coût des consommables et des pièces de rechange devrait être facilement couvert par les prestations rémunérées.

Au titre du fonds de roulement en intrants vétérinaires, le mécanisme actuel et la relative stabilité des prix des médicaments devraient garantir une pérennisation dans l'acquisition des produits vétérinaires.

Au titre de la couverture des charges salariales, un début de prise en charge par l'APLT du coût du salaire du personnel (20%) avait été adopté en 2005 et 2006 à partir des recettes des prestations de service et des bénéfices de la vente des médicaments. En 2007, ce système, au lieu d'être renforcé, a été abandonné et l'entièreté des charges salariales repose sur le budget du projet. L'arrêt du projet en fin d'année posera évidemment une entrave importante au maintien des équipes vétérinaires mobiles, du moins dans leur composition et fonctionnement actuels.

Globalement, en l'absence d'une reprise par un bailleur de fonds (privé[37] ou publique), les chances de pérennisation du service vétérinaire de proximité est modeste en ce qui concerne l'exécution des campagnes de vaccination (sous réserve du payement des primes par l'Etat) et médiocre en ce qui concerne les soins vétérinaires de proximité.

5.2.2. Le service de crédit « Aliments Bétail »

Pour mémoire, le système « avance sur lait » mis en œuvre par TIVIKI à travers l'APLT a fonctionné de 2001 à 2005. Il permettait aux éleveurs de se procurer des aliments bétail sans débourser de l'argent. Mais, le système avait ses limites : non accessibilité au « crédit » pour les éleveurs n'ayant pas eu de production le mois précédent, précarité du remboursement face à des facteurs externes (suspension de l'achat du lait par la laiterie, défaillance dans le système de collecte…). A partir de 2006, la rupture entre TIVISKI et l'APLT (et donc le projet) a sonné le glas de ce système. Le projet a dès lors initié un nouveau système de crédit par la mise en place d'un fonds de roulement BAB octroyé et géré par les GSE ayant signé une convention de partenariat avec l'APLT.

L'**adoption socioculturelle** du système de crédit BAB et la maîtrise de la gestion de ces fonds par les GSE ne poseraient pas de problème aux dires des éleveurs. Le projet a assuré la formation des responsables en matière de tenue des documents et l'application semble bonne. Mais l'équipe du projet estime que des renforcements en gestion et des contrôles externes sont nécessaires pour assurer une gestion correcte des fonds.

Au titre de la **viabilité financière** du système, aucune disposition n'a été mise en œuvre pour palier la dévaluation de la monnaie et l'inflation des aliments bétail. Ce problème est aggravé par le fait que le morcellement du fonds ne permet plus aux GSE de négocier des prix intéressants. En outre, une moindre rigueur dans les délais de remboursement des crédits consentis engendre un ralentissement net dans la rotation du fonds. Cette défaillance couplée avec la modicité du montant octroyé (environ 1.500 € par GSE) limite les possibilités de satisfaire les besoins en compléments alimentaires de tous les éleveurs.

Les chances de pérennisation du système de crédit BAB dans sa forme actuelle sont donc assez médiocres à moyen terme.

---

[37] *La laiterie TIVISKI serait prête à réintégrer ces équipes sous certaines conditions.*

5.3. Durabilité de l'axe stratégique du projet

L'axe stratégique du projet est défini dans l'Objectif Spécifique (OS) du cadre logique. Il concerne l'appui aux producteurs laitiers dans le processus de mise en place d'une filière laitière intégrée. L'appréciation de la durabilité de cet axe a été réalisée au cours d'une séance de travail réunissant les cadres du projet. Elle a pris en considération un certain nombre d'éléments qui sont supposés influer la pérennisation de l'OS.

- Sur le plan institutionnel, la durabilité de l'OS est très bonne au regard de la politique sectorielle du MAE et de la redynamisation des structures étatiques. Avec l'avènement du nouveau régime, une politique plus engagée de l'Etat est mise en œuvre dans le cadre de l'élevage. L'efficacité des structures de l'Etat devrait être renforcée grâce à l'élaboration de « feuilles de route » pour chaque Département.
- Sur le plan organisationnel, la durabilité est appréciée comme moyenne. D'une part, la vente de lait aux laiteries implique une nécessaire organisation / structuration des éleveurs sur des aspects essentiels (organisation de la collecte, achats des intrants alimentaires…). Les GSE actuellement en place présentent l'avantage d'avoir été constitués sur la base de relations de confiance entre les membres. Toutefois, ces groupements sont encore très fragiles (manque de diversification, absence de cotisation, méconnaissance des principes associatifs…).
- Sur le plan socioculturel, la durabilité des actions et des bénéfices induits par le projet ne pose aucun problème.
- Sur le plan financier, la pérennisation de l'OS présente des perspectives assez moyennes. D'une part, la filière laitière constitue un secteur agro-industriel déjà bien rodé en Mauritanie et repose sur des habitudes de consommation très au dessus de la moyenne des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette situation permet aux éleveurs d'avoir un débouché relativement sécurisé pour leur lait, à la fois en quantité et en prix. Mais, d'un autre côté, en l'absence d'un soutien financier, les services d'appui aux producteurs ne sont pas soutenables financièrement…du moins sous leur forme actuelle (voir § 5.2).
- Sur le plan économique, la durabilité de l'OS est très bonne. En effet, l'élevage représente au niveau national près de 80% de la production agricole et concourt à plus de 15% du PIB. Dans les 2 régions concernées, l'élevage constitue l'activité dominante. La filière laitière, grâce aux centres de collectes installés, contribue à la sédentarisation des éleveurs, à l'amélioration de leurs revenus et au développement d'activités connexes (collecte, artisanat, négoce…).
- Sur le plan technologique, la durabilité est également garantie, puisque les éleveurs maîtrisent bien les techniques relatives à la production laitière grâce aux nombreuses formations de qualité dispensées par le projet. De plus, les équipes vétérinaires mobiles ont été renforcées dans leurs compétences professionnelles ainsi que dans leurs aptitudes en gestion et organisation du travail.
- Sur le plan environnemental, la durabilité des actions est appréciée comme ayant un impact relativement neutre. En effet, les impacts négatifs liés à la sédentarisation et à l'accroissement du cheptel (accroissement de la charge des parcours, coupe de bois pour la construction des parcs) sont assez largement compensés par les effets bénéfiques induits par les actions de vulgarisation du projet (destruction des cadavres, récolte des emballages autour des parcs, augmentation de la complémentation et accroissement de l'utilisation des pailles de riz, réduisant ainsi les effets nocifs du brûlage…).

L'examen de la durabilité de l'OS a été complété par une analyse des opportunités et menaces vis-à-vis de cette durabilité.

- **Opportunités** (aspects positifs qui peuvent favoriser la pérennisation des acquis du projet) :
    - Augmentation du cours mondial des produits laitiers et plus spécialement de la poudre de lait qui concurrence le lait frais
    - Nouvelle politique de l'Etat plus orienté vers le développement de l'élevage

- Responsabilisation accrue des cadres de l'Etat (feuille de route)
- Dynamisation du MAE et de la DE
- Elaboration d'un code vétérinaire devant aboutir, entre autre, à une meilleure surveillance de l'importation de produits vétérinaires de qualité douteuse
- Etablissement d'un plan d'urgence pour la prévention des crises

- **Menaces** (risques qui peuvent affecter la poursuite des bénéfices) :
  - Déclenchement d'épizooties (fièvre aphteuse, fièvre de la vallée du Rift…)
  - Risques climatiques
  - Spéculation sur le prix des aliments bétails
  - Fermeture du centre de collecte de lait suite à une importation massive de lait UHT en provenance de l'étranger.

6. ANALYSE DES EFFETS

L'appréciation des effets du projet a été réalisée sur la base d'enquêtes (enquêtes MARP auprès des éleveurs et de leurs épouses, ISS sur les pratiques d'élevage et les paramètres zootechniques) pour mesurer les changements intervenus suite à l'intervention. Le système d'appréciation des effets était basé sur une cotation dont les valeurs allaient de **+2** (pour les changements très importants en mieux) à **-2** (pour les changements très importants en moins bien), en passant par **0** pour les situations sans changement.. On peut ainsi établir une hiérarchie dans les effets :

- entre **1,5 et 2** : changement positif très important ;
- entre **1 et 1,5** : changement positif important ;
- entre **0,5 et 1** : changement positif moyen ;
- entre **0 et 0,5** : changement positif faible ;
- **0** : aucun changement ;
- entre **0 et -0,5** : changement négatif faible ;
- entre **-0,5 et -1** changement négatif modéré ;
- entre **-1 et -1,5** : changement négatif important ;
- entre **-1,5 et -2** : changement négatif très important.

6.1. Impact quantitatif

Les bénéficiaires directs du projet sont les éleveurs partenaires de l'APLT regroupés en GSE. Leur nombre atteint 538 ménages, soit environ 5.000 personnes, représentant quelques 3% de la population présente dans la zone d'intervention. L'effectif du groupe cible s'est considérablement réduit au cours de la prestation en raison des changements intervenus au niveau du statut de l'APLT et de l'approche de l'encadrement. Au départ, tous les éleveurs livrant leur lait à la laiterie TIVISKI étaient automatiquement membres de l'APLT (soit environ 1.500 éleveurs). Par la suite, les difficultés de fonctionnement rencontrées au sein de l'association ont conduit l'APLT à établir des liens de partenariat avec les éleveurs volontaires s'organisant en GSE. En sus, il y a eu des mouvements en sens divers au niveau des bénéficiaires cibles, avec un élargissement du groupe à tous les éleveurs et des départs d'anciens producteurs membres de l'APLT en raison des exigences plus contraignantes du projet au niveau de l'application des thèmes vulgarisés (alimentation, soins vétérinaires, hygiène de la traite…) mais aussi, probablement, de la disparition du système « avance sur lait ».

Les bénéficiaires indirects concernent les éleveurs qui participent aux diverses séances d'animation et de formation organisées par le projet et qui ont recours aux services des équipes vétérinaires régionales, principalement dans le cadre des vaccinations et accessoirement des soins curatifs. Certains de ces éleveurs profitent également des intrants alimentaires commercialisés par les groupements (pierres à lécher et parfois aliments bétail). Le nombre d'éleveurs bénéficiaires indirects est estimé à plus de 900, soit environ 9.000 personnes (4,6 % de la population locale).

Au titre des autres bénéficiaires, l'on peut citer les collecteurs et les commerçants en aliments.

6.2. Effets sur les pratiques d'élevage

6.2.1. Effets sur la conduite du troupeau

Le changement observé par les éleveurs est apprécié comme important (+1,3), car les actions du projet ont contribué à renforcer leur sédentarisation. Dorénavant, la transhumance est limitée dans la durée (1 à 3

mois[38] au lieu de 4 à 6 mois par le passé) et dans les distances parcourues (quelques dizaines de km contre quelques centaines précédemment). De ce fait, la transhumance est confiée à un berger salarié accompagné d'un seul membre de la famille, l'ensemble de la famille demeurant au village. Cette sédentarisation a eu des répercussions importantes en matière d'amélioration des conditions de vie des ménages (accès aux soins et à la scolarité). La limitation de la transhumance a comme effet secondaire de permettre le « rapatriement » plus rapide des vaches ayant vêlé dans le troupeau laitier.

6.2.2. Effets sur l'alimentation des animaux

Au niveau de l'alimentation des vaches laitières, les changements sont considérés par l'ensemble des éleveurs comme très importants (+1,6). En effet, la complémentation à partir d'aliments bétails s'est généralisée et la période de complémentation a été élargie à toutes la saison sèche, mais avec une adaptation des quantités distribuées en fonction de l'avancement de la saison (S.Sèche froide : 1 à 1.5kg ; S.S.chaude : 2 à 4 kg). En outre la qualité (composition) de l'alimentation a été améliorée et rationalisée grâce aux formations dispensées par le projet.

Au titre de la complémentation minérale, le changement peut être considéré comme moyen (+0,8). D'une part, une proportion non négligeable d'éleveurs a adopté les pierres à lécher multinutritionnelles et la période de distribution a été généralement étoffée (toute l'année contre quelques mois précédemment). Par contre, ces pierres ne sont généralement mises à la disposition des animaux que lorsque le besoin s'en fait sentir (début de pica).

6.2.3. Effets sur les soins prophylactiques

Les améliorations au niveau de la prophylaxie peuvent être regardées comme moyennes en ce qui concerne les vaccinations (+0,9) et comme faibles pour ce qui est des déparasitages internes stratégiques (+0.3). En effet, les campagnes de vaccination orchestrées par les équipes du projet ont permis de toucher un plus grand nombre d'éleveurs (actuellement 100% des éleveurs encadrés vaccinent leurs animaux). Les effectifs présentés par éleveur ont été également augmentés. En outre, les vaccinations ont été élargies à d'autres maladies (charbon, botulisme, entérotoxémie). Les améliorations dans la couverture vaccinale du cheptel des éleveurs encadrés est à mettre à l'actif d'une meilleure sensibilisation des éleveurs et d'une organisation plus professionnelle des campagnes.

En ce qui concerne les vermifugations préventives des animaux (en début et en fin d'hivernage), les résultats sont assez décevants avec une adhésion très faible en ce qui concerne les bovins et un peu meilleures en ce qui concerne les ovins (utilisation de l'Ivermectine).

6.2.4. Effets sur les soins curatifs

A ce titre, les changements sont estimés comme importants (+1,2) puisque les éleveurs affirment avoir réduit considérablement l'usage de la tradithérapie au profit de l'utilisation des soins vétérinaires modernes. Le recours aux équipes vétérinaires mobiles du projet se fait assez rapidement grâce, entre autre, à la généralisation de l'usage du GSM dans les villages couverts par le réseau. La disponibilité des équipes mobiles est très appréciée puisque la majorité des appels sont satisfaits dans les quelques heures qui suivent l'appel d'urgence. De plus, la qualité des soins et du suivi a constitué un élément déterminant dans l'amélioration du statut sanitaire du troupeau. Enfin, les formations formelles et informelles (au cours des soins prodigués) renforcent les compétences des éleveurs en matière de prophylaxie sanitaire et de soins courants (déparasitages internes).

---

[38] *En fonction de l'état des parcours naturels et donc de la qualité de l'hivernage*

6.2.5. Effets au niveau de la commercialisation du lait

Les effets du projet au niveau de la commercialisation du lait sont jugés moyens (+0,6). Les formations en hygiène de la traite auraient permis une diminution du refus du lait aux centres de collecte pour cause de qualité défectueuse. Pour certains éleveurs, leur participation au système de collecte a permis d'alléger le travail des femmes (barattage et vente en ville). Toutefois, le projet n'a pas pu résoudre le problème de l'écoulement régulier du lait produit pendant l'hivernage (suspension de la collecte en cas d'excédents à la laiterie).

6.2.6. Impact global sur les techniques d'élevage

En globalisant l'ensemble des thèmes techniques, on constate que le projet a eu un impact positif important au niveau des éleveurs avec une évolution positive des pratiques de l'ordre de 48%.

6.3. Effets sur les productions

L'analyse de l'impact du projet sur les productions du cheptel a été réalisée sur la base d'entretiens avec des éleveurs représentatifs de leurs groupes et ayant une implication directe dans leur troupeau. Il ne s'agit donc pas, en l'absence d'un système de suivi zootechnique des animaux, d'une analyse scientifique, mais d'une appréciation de l'évolution de certains paramètres pour lesquels les éleveurs possèdent en général d'assez bonnes connaissances. Les chiffres n'ont dès lors qu'une valeur indicative ; l'important est de pouvoir estimer si les actions du projet ont eu un effet plus ou moins important sur les productions du cheptel.

En outre, l'analyse de cet impact sur les productions du cheptel ne concerne que la fraction sédentaire du troupeau. Le gros du troupeau, conduit suivant des pratiques extensives, n'a d'ailleurs bénéficié que de peu d'actions d'amélioration, hormis le renforcement de la couverture prophylactique.

6.3.1. Effets au niveau des paramètres de reproduction

Les effets de l'amélioration des pratiques d'élevage ont induits des effets importants (+1,2) au niveau des principaux paramètres liés à la reproduction dans les troupeaux laitiers. Ainsi, **l'Intervalle entre Mises-Bas (IMB)** et donc la fécondité des vaches laitières ont été considérablement améliorés, puisque l'IMB est passé d'une moyenne de 30 mois (2 à 3 ans) avant le projet à une durée d'environ 1 an actuellement (entre 11 à 15 mois). Par contre l'IMB des vaches des lignées non laitières n'a pas évolué et resté aux alentours de 18 mois.

L'âge moyen à la première mise bas a été ramené d'une moyenne de quelques 50 mois (4 à 5 ans) à environ 36 mois présentement et ce, grâce à une meilleure croissance des vêles et donc à une précocité sexuelle plus grande.

6.3.2. Effets au niveau de la production laitière[39]

Les effets des actions du projet sur la production laitière sont très importants (+1,6) et se traduisent comme suit :

- **L'accroissement de la production laitière** a été spectaculaire et ce en toute saison :
  (i) **+60%** en hivernage (moyenne = 3L), du fait que les vaches complémentées entrent dans la période d'hivernage en bon état et sont capables de produire rapidement beaucoup de lait dès la repousse des pâturages[40]

---

[39] *Cet effet est en liaison directe avec l'objectif spécifique du projet*

[40] *Résultat de la complémentation de saison sèche et du déparasitage*

(ii) **+88%** en sais. sèche froide (m = 1,5 L) grâce un début de complémentation en fin décembre / début janvier ;

(iii) **+ 600%** en sais. sèche chaude (m = 2,2 l) grâce à une ration équilibrée (4kg al. bétail + pierres à lécher + pailles de riz)

- La **durée de lactation** (traite) a été réduite et passe de 18 à 24 mois avant le projet à environ 7 mois actuellement (en raison de la réduction de l'IMB)
- Globalement, la **production totale d'une vache laitière calculée sur les 30 mois du cycle** précédent des vaches a été fortement accrue : en tenant compte du cycle de reproduction, de la durée de traite et des quantités moyennes produites en fonction des saisons, une vache laitière produit actuellement **1.555 L** sur une période de 30 mois, contre 560 L pour une vache conduite selon le système traditionnel (soit **une production multipliée par 2,8**)

6.3.3. Effets au niveau de la production d'animaux

A ce niveau, les résultats du projet sont moins marqués (+0,4) en raison d'effets parfois en sens contraire :

(++) le taux d'accroissement interne du troupeau a beaucoup augmenté grâce à l'amélioration du taux de fécondité des vaches laitières, de la plus grande précocité des génisses et de la réduction des mortalités ;

(-) la robustesse de veaux à la mamelle a souvent diminué principalement en raison d'une traite excessive de leur mère[41] ;

(+) après sevrage, la vitesse de croissance des jeunes s'est nettement améliorée, grâce à la complémentation alimentaire ;

(+) le taux d'exploitation des jeunes mâles a été amélioré chez les éleveurs qui sont entrés dans la "modernité" (changement de mode de vie incluant des dépenses supplémentaires pour l'alimentation, la scolarité, les soins médicaux, les habits, les biens de consommation, l'amélioration du logement...) ;

(-) pour les éleveurs plus traditionalistes (généralement plus éloignés des villes), la vente ne se fait qu'en cas de nécessité. Les dépenses courantes sont couvertes par la vente du lait. De ce fait, il y a capitalisation du cheptel (les mâles en excédent sont échangés contre des femelles).

6.4. Effets sur les dimensions de la pauvreté

L'appréciation des effets sur les dimensions de la pauvreté a été réalisée par enquêtes auprès de 4 groupes de femmes et de 4 groupes d'hommes : au total, 50 femmes et 31 hommes ont participé activement à ce bilan. Les analyses se sont concentrées sur les dimensions humaines et socioéconomiques de la pauvreté. Ces enquêtes ont été réalisées à l'aide d'outils MARP et ont abouti à une appréciation cotée (de +2 à -2) des changements intervenus à l'issue des 4 années de la prestation (quelles que soient les causes de ces changements). Les participants devaient ensuite expliquer en quoi consistait le changement et préciser les facteurs déterminants qui avaient provoqués (influencés) le changement (ex. Projet, Autorités Administratives, climat, …).

Les résultats de ces enquêtes sont fournis dans des tableaux regroupant les éléments par catégorie.

---

[41] Ces veaux sous-alimentés en lait maternel sont parfois appelés « veaux Nancy » en référence au nom de la directrice de la laiterie TIVISKI

6.4.1. Effets sur la dimension humaine de la pauvreté

Eléments	Cote	Commentaires
1. Fréquence des repas	**0,7**	*(+) Auparavant, le petit déjeuner était peu consistant. les actions du projet ont permis aux femmes de préparer de vrais petits déjeuners.* *(+) Meilleures solvabilité des femmes (les bons de livraison du lait constituent une garantie pour les commerçant) (+) L'accroissement des revenus (lait+riziculture") permet d'honorer les dettes auprès des commerçants* *(+) Le crédit "aliment bétail" permet de consacrer l'argent du lait à l'achat d'aliments pendant la période de soudure* *(0) Les 3 repas par jours ont toujours été respectés (habitudes alimentaires des Mauritaniens)* *(+/_) Les membres de la famille sont plus présents lors des repas (auparavant, certaines femmes partaient toute la journée pour vendre du lait)*
2. Diversification des aliments	**1,4**	*(++) Autrefois, les repas étaient essentiellement constitués de lait + couscous de mil ; actuellement, les femmes ont diversifié les plats (pâtes + viande ; pommes de terre + viande ; riz + poisson + légumes)* *(++) Amélioration du revenu permettant d'acheter des condiments grâce aux activités "lait", "vente d'animaux", "maraichage" et "riziculture"* *(+) Accessibilité aux marchés grâce au véhicule de collecte* *(+) Disponibilité accrue de légumes dans la zone (cultures maraîchères)*
3. Accès aux soins médicaux	**0,9**	*(+) Amélioration dans certains villages grâce à l'implantation de postes de santé et de pharmacies publiques* *(+) Amélioration grâce à des compétences accrues du personnel soignant* *(+) Revenus augmentés permettant de payer les soins (lait + riziculture)* *(+) Abandon des traitements traditionnels* *(-) Mais, dans d'autres villages peu d'amélioration (manque d'infrastructures sanitaires et absence de personnel soignant) ; coûts élevés des consultations et des médicaments*
4. Accès à l'éducation	**0,6**	*(+) Amélioration des capacités à acheter les fournitures scolaires (vente de lait et de jus d'oseille)* *(+) Sédentarisation de la famille et possibilité d'envoi des enfants à l'école* *(-) Enseignants mal formés* *(-) Manque d'écoles dans certains villages et manque de tuteurs dans les villes disposant d'écoles* *(-) Nombre très élevé d'enfants par classe*
TOTAL	**0,9**	

Conclusions :

Les changements observés par les bénéficiaires sur les éléments fondamentaux de la vie du ménage, en relation avec les critères de pauvreté, peuvent être considérés comme importants, sauf en ce qui concerne l'accès à une éducation de qualité. Les effets du projet se marquent plus particulièrement au niveau de l'amélioration du statut alimentaire des familles grâce à une bonne diversification du régime alimentaire traditionnel.

6.4.2. Effets sur la dimension économique

Les effets économiques sur le ménage ont été analysés séparément au niveau des femmes et des hommes en fonction des attributions et rôles au sein du couple.

(i) Aspects économiques liés aux femmes

Eléments	Cote	Commentaires
2.1 Achat de vêtements	**1,7**	*(+) Augmentation du revenu de la femme (**part de recette de la vente du lait provenant de leur vaches** + maraîchage + riz)* *(+) Disponibilité plus importante d'habits dans la zone* *(+) Cadeaux envoyés par les enfants travaillant dans les villes et à l'extérieur*
2.2 Amélioration du logement	**0,7**	*(+) Revenu de la vente du lait et d'animaux* *(+) Aide des enfants travaillant en ville* *(-) Pour certaines familles, le revenu du lait est entièrement absorbé par l'achat des aliments pour le bétail et pour la famille*
2.3 Achat bijoux	**0,1**	*(+) Possibilité d'acheter des bijoux grâce au revenu du lait et de la vente d'animaux* *(-) Les bijoux en or sont devenus très chers* *(-) Pour certaines familles, le revenu du lait est entièrement absorbé par l'achat des aliments (bétail et famille)*

2.3 Capacités d'épargne	**0,3**	*(+) Pour les éleveuses nanties, l'excédent de bénéfices sur la vente du lait permet d'acheter des petits ruminants* *(+/-) Pour les autres éleveuses, l'épargne est difficile, car les besoins de la famille ont fortement augmenté (accès à la modernité et aux biens de consommation)*
TOTAL	**0,7**	

(ii) Aspects économiques liés aux hommes

Eléments	Cote	Commentaires
4.1 Achat des intrants agricoles	**0,5**	*(+) Capacités améliorées d'achat d'intrants agricoles grâce aux revenus du lait et aux prêts pour l'aliment bétail* *(-) Faibles rendements de l'agriculture, alors que les intrants coûtent cher* *(-) La mévente du lait (quotas) en hivernage ne permet pas de réaliser des recettes suffisantes*
4.2 Intrants d'élevage	**0,6**	*(+) Prise de conscience de l'importance de la complémentation alimentaire et de la nécessité de traiter rapidement les animaux malades* *(+) Les formations permettent une utilisation plus rationnelle de l'aliment* *(+) Le système de crédit pour les intrants d'élevage permet une complémentation des vaches laitières pendant la période de soudure* *(-) Le coût de l'aliment bétail est très cher, d'autant plus que les prêts APLT arrivent un peu tardivement (2007)* *(-) Au moment où l'alimentation de la vache ne coûte rien, il y a mévente du lait et donc difficulté à rentabiliser l'investissement consenti pour leur alimentation en s. sèche.*
4.3 Biens de consommation	**1,5**	*(+) L'amélioration de la production de lait et l'augmentation des ventes d'animaux grâce aux actions du projet ont permis aux éleveurs d'acheter des biens de consommation (GSM, radio, TV…).* *(+) Le système de prêts mis en place par l'APLT permet de réaliser des économies en période difficile (lorsque les animaux ne produisent pas)* *(+) Dans certains villages les familles ont profité des "cadeaux" offerts par les fils travaillant en ville*
4.4 Capacités d'épargne financière	**0,4**	*(+) Le système de prêts mis en place par l'APLT permet de réaliser des économies en période difficile (lorsque les animaux ne produisent pas)* *(+) Amélioration des recettes due aux accroissements de production (lait et animaux)* *(-) Les capacités d'économies sont assez faible en raison du coût des aliments (pour le bétail et la famille) et du prix du transport du lait, alors que le prix du lait est considéré comme trop bas et qu'il y a mévente en saison d'hivernage.* *(-) Le retard dans le démarrage de l'hivernage a entraîné une augmentation des dépenses en aliments (2007)*
4.5 Capacités d'épargne en animaux	**0,9**	*(+) L'amélioration du revenu des éleveurs grâce aux différentes actions du projet a permis des économies; celles-ci sont réinjectées dans l'achat de petits ruminants (à terme 10 petits ruminants permettent l'achat d'une vache).* *(-) La rentabilité actuelle de l'élevage laitier est moindre à cause des quotas en hivernage et du coût élevé des aliments ; l'argent produit par l'élevage est utilisé de + en + pour assurer une amélioration des conditions de vie (alimentation, scolarité, biens de consommation...)*
TOTAL	**0,8**	

Conclusions :

Sur le plan économique, les hommes et les femmes reconnaissent une amélioration sensible de leur situation financière, avec corrélativement une bonne augmentation de leurs pouvoir d'achat. Elle s'est traduite par une forte progression des dépenses liées à leur « entrée dans la modernité » (denrées alimentaires plus variées, habillement, GSM, radio…). L'amélioration de leurs revenus est, en bonne partie, la résultante des actions du projet. Toutefois, pour les ménages possédant un cheptel plus réduit, les accroissements des dépenses (aliments bétail, nourriture, frais de scolarité…) ne permettent pas facilement de réaliser une épargne. Celle-ci est souvent compromise par une rentabilité moindre de la production laitière (inflation des prix des aliments bétails, mévente du lait en hivernage).

6.4.3. Effets sur la dimension socioculturelle

Eléments	Cote	Commentaires
5.1 Renforcement compétences en élevage	**1,1**	*(+ +) Fort renforcement des compétences des éleveurs grâce aux formations reçues (hygiène, alimentation, fourrages, pierres à lécher, santé animale,…) et aux conseils réguliers dispensés par le personnel du projet* *(+) Enseignement mis en pratique (alimentation…mais aussi traitement de certaines maladies).*
5.2 Capacité de négociation	**1,5**	*(+ +) Renforcement des capacités à discuter et à s'exprimer grâce aux sessions de travail avec l'équipe du projet (formations, réunions de concertation…)* *(+) Le regroupement des éleveurs en GSE a renforcé les possibilités de rencontre et d'échange entre éleveurs et dynamise les séances de travail avec l'APLT* *(+) Les actions du projet ont favorisé la sédentarisation (contacts plus aisés avec d'autres personnes, scolarisation des enfants)*
5.3 Relations entre éleveurs	**1,7**	*(++) Contacts facilités grâce à la constitution des GSE et aux formations (qui regroupent éleveurs membres et non membres)* *(+) Réunion au sein du groupement pour mieux valoriser et organiser les activités (collecte du lait…)* *(+) Rencontre informelle au niveau du centre de collecte, au magasin de vente d'aliments bétail…*
5.4 Relations avec les autorités locales	**-0,1**	*(-) Les relations avec les autorités locales sont rares, souvent limitées au seul période de campagne électorale ou en cas de services à demander à titre personnel aux éleveurs* *(-) Difficulté à obtenir des audiences, sauf à Boghé (Maire dynamique et intéressé par l'élevage).* *(- -) Dégradation des relations avec les autorités locales en raison de leur prise de position en faveur des agriculteurs lors des litiges avec les éleveurs. De fait, on enregistre une augmentation des conflits agriculteurs - éleveurs en raison de l'accroissement du troupeau, de la réduction de la transhumance et de la scolarisation des enfants qui ne peuvent plus assurer le gardiennage du troupeau.* *(-) Les éleveurs ressentent un désintérêt des autorités vis-à-vis de leurs problèmes (aucune prise de décision concrète)*
5.5 Capacités d'analyse	**1,7**	*(++) Fort renforcement des capacités d'analyse des éleveurs grâce à l'encadrement et les conseils du projet mais aussi aux échanges d'idées entre éleveurs provenant d'autres GSE (réunions formelles organisées par le projet ou informelles au niveau du centre de collecte)* *(+) Les vulgarisations et documentations remises ont permis aux éleveurs de s'éveiller à certains sujets touchant le milieu pastoral*
TOTAL	**1,2**	

Conclusions :

De l'avis des hommes, les effets socioculturels des actions du projet sont importants, particulièrement en ce qui concerne le renforcement de leurs compétences et capacités. C'est probablement le résultat le plus marquant du projet, car il permet aux éleveurs une meilleure prise en charge de leur développement en stimulant leurs capacités d'analyse et de réflexion et en renforçant les échanges et la solidarité entre éleveurs. Par contre, les relations avec les autorités locales semblent avoir régressé en raison des effets induits relatifs à leur sédentarisation. La faute revient également en partie au projet qui n'a pas assuré une communication suffisante avec les assemblées communales et qui n'a pas su associer les communes aux actions du projet (voir § 4.1.2).

6.5. Effets sur l'aspect genre

Cet aspect a pour but d'améliorer les possibilités d'épanouissement des femmes dans le cadre d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

Eléments	Cote	Commentaires
3.1 Compétences en élevage	**1,4**	*(+) Forte appréciation des formations organisées par le projet (alimentation, notion de santé animale, pierres à lécher) qui leur permettent d'acquérir des notions nouvelles et de sentir mieux concernées par l'activité d'élevage.* *(+) Sentiment de valorisation au sein de la famille et du village, grâce à l'activité « pierres à lécher »*

3.2 Capacités à s'exprimer	**1,7**	*(++) Forte influence du projet qui associe pleinement les femmes aux différentes actions (formation, réunions, visites)* *(++) Les missions du siège leur donnent l'opportunité de s'exprimer librement.* *(+) Cours d'alphabétisation organisés par l'Etat* ** Pour le village de Thialgou, les fils haut placés les ont motivé à mieux communiquer avec les autorités et personnes extérieures*
3.3 Réduction de la pénibilité du travail	**1,4**	*(++) Utilisation de matériel et de machines agricoles, de moulins, de décortiqueuses* *(+) Réduction de l'implication des femmes dans les travaux agricoles lourds (labours) et, corrélativement, renforcement de leurs implications dans les activités d'élevage* *(+) La vente du lait à la laiterie diminue le travail de barattage du lait et la perte de temps liée à la vente du lait sur les marchés* *(+) Allègement de certaines tâches agricoles, grâce à la distribution de matériel horticole par le projet.*
TOTAL	**1,5**	

Conclusions :

Les changements dans le domaine du genre sont considérables dans un milieu fortement traditionaliste. D'une part, les femmes ont acquis de nouvelles compétences qui les valorisent mieux et, d'autre part, elles ont acquis plus d'assurance dans les domaines de l'analyse des problèmes et de la communication. A cet égard, le projet a joué un rôle déterminant dans la promotion de la femme.

Les effets sur la réduction sensible de la pénébilité du travail des femmes sont également partiellement imputables aux actions du projet.

6.6. Effets sur l'environnement

L'examen des effets du projet sur l'environnement a été réalisé avec l'ensemble de l'équipe du projet. Les résultats de cette analyse sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Changements induits par le projet (en + ou en -)	Appr.	Commentaires
Sédentarisation des troupeaux (augmentation des effectifs…accroissement de la charge sur les parcours).	**-1**	*(-) Bien que les capacités de charge ne semblent pas encore dépassées, l'accroissement des effectifs posera à terme un problème pour la sauvegarde des parcours naturels si des mesures ne sont pas prises (déstockage, renforcement de la complémentation…)*
Sensibilisation à récupérer les emballages des produits vétérinaires (boîtes et flacons) + emballages plastiques divers dans les parcs de vaccination et les alentours des villages touchés par le projet	**0,75**	*(+) Par le passé, les emballages et flacons abondaient au niveau des parcs de vaccination.*
Sensibilisation à une utilisation accrue des pailles de riz dans l'alimentation des animaux	**1,5**	*(++) Auparavant, les agriculteurs qui ne parvenaient pas à vendre leurs pailles procédaient au brûlage de leurs champs (pollution atmosphérique, production de CO_2, perte d'éléments fertilisants…)* *(+) L'utilisation plus importante des pailles de riz diminue la pression sur les ressources naturelles*
Les GSE se sont organisés pour empêcher la coupe des arbres	**0,5**	*(+) Effet des actions du projet "Biodiversité"*
Utilisation des bois pour construire les parcs de nuit	**-1**	*(-) Cette utilisation du bois de brousse vient en contradiction avec le point précédent*
Sensibilisation à détruire les cadavres d'animaux (brûler ou enterrer)	**0,8**	*(+) Beaucoup de cadavres sont abandonnés sur les parcours (problème de botulisme)*
L'augmentation du revenu du lait encourage les éleveurs (périurbains) à utiliser le gaz comme source d'énergie.	**0,5**	*(+) Diminution de l'utilisation du bois de chauffe*
Bilan :	**0,3**	

Conclusions :

Bien qu'aucune action spécifique sur la protection de l'environnement n'était prévue, on constate, néanmoins, un léger impact positif des actions du projet. Certains effets sont la conséquence directe des sensibilisations réalisées par le projet (ramassage des emballages, destruction des cadavres…), d'autres constituent des effets indirects (diminution de l'écobuage, réduction de l'utilisation du bois de chauffe…). Le problème le plus aigu en matière d'environnement, lié classiquement aux actions de développement de l'élevage, résulte de l'accroissement du cheptel et des surcharges et dégradation des parcours qu'il engendre. Des actions de sensibilisation au déstockage précoce des mâles et l'encouragement à l'épargne monétaire devraient être conduites de façons systématiques et coordonnées (avec l'appui de différents partenaires).

6.7. Effets induits

Avec la participation de l'équipe, une analyse des effets engendrés par les actions du projet sur les autres groupes socio-économiques de la zone a été réalisée ; elle figure dans le tableau ci-dessous.

Catégorie socio-économique touchée	Appr.	Commentaires
Industries de fabrication d'aliments "bétail"	**0,4**	*(+) Les rations fabriquées par les Grands Moulins de Mauritanie ont été testé et mis au point avec le projet.* *(+/-) L'impact du renforcement de la complémentation chez les éleveurs encadrés reste modeste en terme de volumes et de chiffres d'affaires pour les industries*
Industries laitières	**1,3**	*(+) Accroissement des quantités livrées en périodes de soudure ;* *(+/-) Amélioration légère de la qualité ;* *(+) Renforcement de l'organisation des éleveurs au niveau de la collecte ;* *(+) Amélioration du système de communication avec les éleveurs*
Commerçants en aliments "bétail"	**0,8**	*(-) Au début, effet négatif du fait de la concurrence des magasins du projet.* *(+) Actuellement, augmentation du volume commercialisé par les commerçants*
Commerçants (denrées alimentaires + biens de consommation)	**0,5**	*(+) L'accroissement du revenu des éleveurs et leur sédentarisation marquent leur entrée dans la société de consommation*
Fabricants de charrettes	**0,5**	*(+) Les charrettes tractées par les chevaux sont utilisées pour le transport du lait vers les centres de collecte*
Agriculteurs	**1**	*(+) Valorisation des sous-produits ;* *(+) Fumure des champs par les animaux en pâturage dans les parcelles louées*
Commerçants en bétail	**-0,5**	*(-) Certains éleveurs ont tendance à moins vendre d'animaux par l'entremise des commerçants (vente directe au Sénégal)*
Collecteurs (propriétaires et chauffeurs des véhicules de collecte)	**0,3**	*(+) Le recours aux collecteurs motorisés assure une facilitation de la collecte, une extension du bassin laitier et l'augmentation des quantités collectées*
Bilan :	**0,5**	

Conclusions :

Les effets induits du projet sont nombreux et variés. Beaucoup d'acteurs économiques dans les zones couvertes (mais aussi à Nouakchott) ont bénéficié d'impacts favorables des activités du projet (sauf pour certains commerçants en bétail). Toutefois, l'incidence de ces effets reste modeste en raison du nombre limité de bénéficiaires cibles du projet.

7. CONCLUSIONS

7.1. Bilan global de la prestation

Un tableau récapitulatif des différents éléments relatifs à la GCP a été établi sur la base de 531 cotes d'appréciation se rapportant à 430 critères différents[42]. Ces cotations ont été pondérées en fonction de leur importance relative par rapport l'examen du succès d'un projet de développement. Les résultats de ce travail sont synthétisés dans le tableau figurant en annexe 04 Ces cotations (en %) n'ont pas pour objectif de fournir une note précise et rigoureuse des éléments analysés, mais bien de donner une indication relativement objective et participative[43] sur l'appréciation de ces éléments. Elles permettent de mieux visualiser les points forts et les points faibles du projet et d'en tirer des enseignements.

L'examen du tableau permet de tirer les conclusions suivantes :

1) **Globalement, le projet APROFLIM obtient une appréciation de 67%, ce qui le classe dans la catégorie des « bons projets »**.

2) **L'analyse de la conception du projet** (52%) fait apparaître les faiblesses de « jeunesse » de VSF - B en matière d'identification et de formulation de projet. Les premiers projets exécutés en Afrique de l'Ouest ont manqué de rigueur dans la démarche et la méthodologie au regard de la GCP. Des éléments importants du cadrage ont été omis (arbres de problèmes et des objectifs) ou manquaient de précisions (IOV). En outre, certains aspects, notamment au niveau du partenariat (organisation et fonctionnement de la structure partenaire), n'ont pas été suffisamment approfondis. De ce fait, la phase d'analyse, en l'absence d'ateliers PIPO, s'est un peu trop focalisée sur les problèmes ciblés par la laiterie TIVISKI à travers l'APLT. Même si ces problèmes étaient pertinents pour les producteurs laitiers, ils réduisaient considérablement le champ d'actions du futur projet, notamment en matière de groupes cibles et d'activités.

3) **La pertinence du projet** est bonne (69%) du fait que les actions conduites ont répondus aux attentes des éleveurs en matière d'accroissement de leurs productions laitières. Le projet est également pertinent par rapport à la stratégie sectorielle du Ministère (MAE) et aux préoccupations de développement socioéconomique des entités décentralisées.

4) **L'efficacité de l'équipe** est globalement bonne (63%). Elle est excellente sur le plan opérationnel (préparation, mise en œuvre et suivi des activités), grâce aux qualités professionnelles et au dévouement du personnel du projet. Cette efficacité doit beaucoup à la motivation, au dynamisme et au professionnalisme de la coopérante VSF-B, mais aussi aux appuis réguliers des Coordinations de VSF-B (monitorings, ateliers…). La collaboration avec d'autres structures est un peu faible en terme de nombre de partenaires réellement impliqués dans les activités du projet. Mais, ceux qui le sont apprécient fortement le professionnalisme et le sérieux du projet. Le niveau de collaboration avec le MAE, quoique bon, s'avère assez limité puisqu'il se réduit essentiellement aux activités liées au mandat (campagnes de vaccinations). L'efficacité de l'équipe a pâti des nombreux changements intervenus tant au niveau des statuts de l'APLT qu'à celui de l'approche méthodologique et des indicateurs relatifs aux planifications annuelles et globales de l'intervention.

5) **L'efficacité des actions et services** mis en place est très bonne (77%) du fait d'un bon niveau d'exécution et d'une qualité généralement bonne des activités, principalement en ce qui concerne le volet « Vulgarisation », « Santé animale » et « alimentation ». Les actions sont d'ailleurs

---

[42] *Certains critères relatifs notamment aux effets du projet ont été analysés plusieurs fois avec des groupes différents*

[43] *Les points sont attribués avec la participation des personnes concernées.*

unanimement appréciées par les groupes bénéficiaires. Par contre, les réalisations dans le cadre du renforcement des structures associatives (APLT et GSE) sont quasi inexistantes. Les activités prévues dans le document de projet ont été trop focalisées sur l'approche de TIVISKI en matière de développement de la filière laitière.

6) **L'efficience du projet** est globalement bonne (77%) du fait d'une bonne adéquation des différentes ressources à la réalisation des activités et à l'atteinte des résultats avec toutefois un bémol en ce qui concerne l'insuffisance du fonds de roulement BAB au regard des besoins des éleveurs, de la dévaluation de l'UM et des modifications intervenues dans les modalités de gestion de ce fonds (morcellement entre les différents GSE). L'efficience est également renforcée grâce à une utilisation performante et appropriée des ressources humaines et matérielles, sauf en ce qui concerne le matériel de laboratoire qui n'a jamais été utilisé et le recours trop systématique aux véhicules 4x4 (contraintes socioculturelles à l'utilisation des motos).

7) **La durabilité des actions et services** est perçue de manière différente suivants les acteurs consultés : elles assez bonne aux yeux des éleveurs (62%) alors qu'elle apparaît comme assez faible pour le projet et l'évaluateur (42%). D'une manière générale, l'adoption socioculturelle des « innovations » initiées par le projet ne pose aucun problème, par contre la maîtrise technique rencontre encore certaines défaillances (hygiène de la traite, proportions et quantités des rations alimentaires, dosage pour la fabrication des pierres à lécher…). Mais, le problème principal est lié à la prise en charge intégrale des coûts et services en l'absence d'un système de crédit et de garanties sur la vente régulière du lait pendant l'hivernage. Une autre contrainte en matière de pérennisation des actions relève de la fragilité de la structuration des éleveurs résultant d'absence de renforcement de leurs capacités et de diversification de leurs activités.

8) **La durabilité globale de l'objectif spécifique** du projet (« développement d'une filière laitière intégrée ») et des bénéfices au niveau des groupes cibles peut-être estimée comme relativement bonne (64%) en raison de facteurs favorables sur les plans institutionnels, socioculturels, économiques et technologiques. Par contre, la durabilité vue sous ses aspects organisationnels, financiers et environnementaux est assez moyenne.

9) Au titre des effets du projet, malgré une taille assez modeste du groupe cible, le projet a engendré des changements globaux assez important au niveau des pratiques d'élevage, des productions animales et des facteurs socioéconomiques.

10) Les effets du projet en matière des **pratiques d'élevage** sont importants (renforcement et amélioration de l'alimentation, recours plus important aux soins vétérinaires prophylactiques et curatifs…). Ils ont permis une sédentarisation plus poussée de l'élevage et une fixation des familles dans des villages.

11) **Les effets zootechniques** découlant de ces améliorations dans la conduite de l'élevage sont marqués (+53%). Ils se sont principalement portés (i) sur l'amélioration notable de la fécondité des vaches laitières et de la précocité des génisses et (ii) sur l'amplification considérable de la production laitière par vache (en moyenne 2,7 fois supérieure à la production d'avant). En outre, la réduction des mortalités, couplée à l'augmentation de la fécondité a permis un accroissement des effectifs et donc du potentiel de vente d'animaux.

12) **Les effets sur la dimension humaine de la pauvreté** ont été important (+45%) avec principalement une amélioration du statut nutritionnel du ménage et accessoirement sur une facilitation de l'accès à la scolarisation des enfants.

13) **Les effets économiques** au niveau du ménage sont bons (+38%), avec une forte augmentation de leurs pouvoirs d'achat leur permettant d'accéder à de nombreux biens de consommation, tout en satisfaisant les besoins essentiels de la famille (soins de santé, diversification de l'alimentation, frais de scolarisation, habillement..)

14) **Les effets sur la dimension socioculturelle** au niveau des hommes sont importants (+ 60% d'amélioration) grâce à un renforcement sensible de leurs compétences techniques et de leurs capacités d'analyse et de négociation grâce aux formations et réunions organisées par le projet. Le niveau des relations entre éleveurs a également été fortement renforcé par la tenue de réunion formelles et de rencontres informelles.

15) **Les effets au niveau du « Genre »** sont également considérables du fait du renforcement de leurs compétences en élevage et de leurs capacités à s'exprimer librement et à participer aux décisions. Ces changements ne concernent que les femmes Peules.

7.2. Leçons apprises

7.2.1. Ce qu'il faut faire

- Développer une synergie réelle avec des structures partenaires basée sur une mise en commun des ressources humaines, matérielles et financières. Ce principe a été appliqué dans le cadre de la mise en œuvre d'un système de vulgarisation efficace et adaptable (en fonction des résultats du suivi-évaluation des actions) en vue d'un renforcement efficace des compétences du monde rural.

- Réaliser une préparation approfondie des activités de renforcement des compétences des groupes cibles (recherche documentaire, chronogramme, contenus, outils de formation, devis, synopsis des films ou des brochures, mécanismes de suivi-évaluation…). L'analyse de la pertinence des activités de formation aurait dû être un peu plus poussée, notamment en terme d'objectifs de développement et d'IOV et des facteurs influençant la réalisation de ceux-ci

7.2.2. Ce qu'il ne faut pas faire

- Concevoir une intervention sans une investigation suffisamment poussée de la structure partenaire au niveau de son organisation et de son fonctionnement, mais aussi au niveau de son « Vouloir » (vision, mission, stratégie…)[44], de façon à éviter des malentendus ultérieurs sur la mission et l'approche du projet.

- Réaliser une formulation en l'absence de respect des étapes classiques de la GCP, notamment en matière d'analyses des problèmes (interviews des parties concernées, ateliers MARP et PIPO avec les groupes cibles), d'examen des stratégies d'intervention et de respect du cadrage du projet (logique d'intervention et IOV clairs et explicites)[45].

- Modifier constamment les indicateurs d'activités et les IOV, de sorte qu'il est difficile d'apprécier l'évolution du projet.

- Changer régulièrement la stratégie et les approches au niveau des groupes cibles en fonction du contexte interne de l'intervention (notamment en fonction des relations entre partenaires).

- Initier des actions sans une analyse suffisante du contexte, des expériences acquises par d'autres acteurs (y compris dans d'autres pays) et des possibilités de pérennisation.

---

[44] *VSF-B a actuellement mis en place des procédures et une méthodologie beaucoup plus rigoureuse en matière de conception de projet et d'identification des partenaires.*

[45] *Ibidem*

7.2.3. Ce qu'il aurait fallu faire

- Organiser avec le concours de la Coordination une analyse de la durabilité au moins une année avant la fin du projet, de façon à assurer un désengagement harmonieux de VSF-B et mettre en œuvre des dispositifs et actions pour assurer la pérennisation des acquis du projet.

7.3. Conclusions générales

Les réalisations techniques du projet sont dans l'ensemble très bonnes, surtout en ce qui concerne les volets « Santé Animale », « Alimentation » et « Renforcement des capacités des éleveurs ». Elles résultent d'une bonne efficacité, tant au niveau conceptuel qu'opérationnel, de l'équipe de gestion et des équipes régionales dont le sérieux et le professionnalisme sont unanimement reconnus. Les compétences de l'équipe du projet ont été grandement renforcées au cours du projet par l'implication forte et dynamique de la coopérante et par les différents appuis et formations réalisés par VSF-B.

Les effets de la prestation sont par ailleurs très palpables au niveau des bénéficiaires (directs, mais aussi, indirects) avec une amélioration sensible des pratiques de l'élevage traditionnel et un accroissement important de la production laitière et, dans une moindre mesure, des productivités numériques et pondérales des troupeaux. Ces progrès ont engendré une augmentation du revenu monétaire du groupe cible. D'autre part, les changements dans les pratiques d'élevage ont entraîné une sédentarisation plus poussée des familles. Cette sédentarisation couplée avec la progression des revenus ont eu des répercutions marquées au niveau des aspects socioéconomiques des ménages. En effet, la mission a noté une amélioration des critères liés à la pauvreté (statut nutritionnel, accès à la scolarisation et, dans une plus faible mesure, aux soins médicaux). Sur le plan de l'économie familiale, les dépenses en denrées alimentaires, la transformation des conditions de logement et l'achat des biens de consommation se sont sensiblement accrus et marquent de manière indélébile l'entrée des éleveurs transhumants dans la « modernité ». Un des effets induits les plus marquants concerne le renforcement des capacités des groupes cibles qui se traduit chez les hommes par un raffermissement de leurs compétences en élevage et des capacités accrues d'analyse et de négociation. Chez les femmes, ces effets sont encore plus remarquables (compte tenu du contexte local) avec une acquisition de connaissances nouvelles en élevage et un renforcement de leurs capacités de réflexion et d'expression dans le domaine du développement socioéconomique.

Ces bénéfices acquis essentiellement grâce aux prestations du projet sont, hélas, encore très fragiles car très dépendant d'une part du maintien du revenu de la production laitière et, d'autre part, de la poursuite des réunions intra- et extra groupements. Or, ces deux éléments dépendent de la poursuite, même sur un mode mineur, des actions du projet et donc du maintien de l'opérationnalité des équipes régionales. Cette contrainte est d'autant plus nécessaire que la relève d'une partie des actions par les GSE n'est actuellement pas envisageable compte tenu de leur faible niveau organisationnel (en l'absence de toute formation dans ce domaine) et de la carence au niveau de leur structuration.

Les lacunes observées en matière de groupements sont dues au caractère récent de ce volet. Celui-ci n'a d'ailleurs été mis en œuvre qu'à l'occasion d'un changement dans la stratégie opérationnelle et l'approche du projet suite aux modifications statutaires de l'APLT et de la rupture du partenariat avec la laiterie TIVISKI. Cet évènement est par ailleurs révélateur d'une trop grande dépendance initiale du projet vis-à-vis de la stratégie de « business social » conçue par la laiterie et mise en œuvre par la structure APLT qu'elle a créée à cet effet. Ceci pose le problème de la conception du projet qui n'a pas été menée avec toute la rigueur voulue tant au niveau de l'analyse des problèmes et des choix stratégiques[46] qu'à celui du cadrage du projet (insuffisances dans les libellés des objectifs et résultats et dans l'identification des IOV).

---

[46] *La stratégie d'intervention du projet repose essentiellement sur des actions répondant à la stratégie de la laiterie Tiviski*

Près de 3 mois avant la clôture du projet, l'enjeu majeur est le maintien des bénéfices auprès des groupes cibles et donc dans la pérennisation d'un système d'appui à leur niveau (principalement dans les domaines du suivi vétérinaire, de l'approvisionnement en intrants alimentaires et en consolidation des capacités des éleveurs). La relève des actions et services mis en place par le projet, même sur une échelle plus réduite, apparaît actuellement très aléatoire en raison de la situation du partenaire local APLT. En effet, la structure a été décapitée (démission du président, départ définitif de la directrice), ne laissant en place que des membres peu impliqués dans la gestion et l'exécution du projet. Cette situation résulte d'un « détournement » des actions de renforcement des capacités de l'ONG au profit de la consolidation professionnelle de l'équipe projet (appelé à tort équipe APLT).

Toutefois, il reste un espoir de redynamiser l'ONG puisque l'AG organisée dans la foulée de la mission a statué sur la situation actuelle et les perspectives de l'APLT. A cette occasion, la volonté de redresser la situation a été clairement manifestée et de nouvelles dispositions ont été prises en vue d'un fonctionnement plus efficace et plus démocratique de l'ONG.

8. RECOMMANDATIONS

8.1. Recommandations pour le court terme (à réaliser avant la clôture du projet)

1) Renforcer les GSE sur le plan organisationnel en assurant des séances d'informations / sensibilisation des membres en matière de vie associative. Les principes de gestion et d'organisation des associations devraient faire l'objet d'une formation ultérieure pour les membres du bureau. A plus long terme, les GSE devraient établir leurs statuts et règlements intérieurs avec l'appui d'une structure spécialisée.

2) Étudier avec les GSE une diversification de leurs activités dans le domaine de l'élevage (embouche bovine) ou de l'offre de service (gestion des parcs de vaccination, dépôt d'intrants d'élevage[47]). Cette diversification irait de paire avec un renforcement des capacités d'autofinancement des groupements.

3) Organiser à l'intention des conseils communaux des séances d'information sur le projet (mission du projet, structure et partenaires actuels, groupes cibles, volets d'intervention, principaux résultats obtenus, enjeux futurs…). Ces séances permettraient d'améliorer la visibilité du projet par rapport aux autorités communales et de décrocher éventuellement des prestations dans le cadre des futurs PDC[48].

4) Examiner la possibilité d'acheter 2 « Quads » avec le produit de la vente du véhicule de Rosso qu'il est prévu de réformer avant l'achèvement du projet. Ces quads, moins coûteux à l'utilisation devraient permettre de réduire sensiblement l'utilisation des véhicules 4x4.

5) Revoir le système d'approvisionnement en aliments bétail en réactivant les achats groupés au niveau de 2 magasins régionaux, de façon à pouvoir négocier des prix plus avantageux. La vente se

---

[47] *Ces dépôts pourraient assurer la vente aux éleveurs villageois des aliments bétail, des pierres à lécher ainsi que des produits vétérinaires courants ; les dépôts seraient approvisionnés et supervisés par les équipes régionales de l'APLT. Ce système de « pharmacies villageoises » permettrait en outre de réduire les déplacements des équipes mobiles.*

[48] *PDC = Plan de Développement Communaux*

ferait préférentiellement aux GSE qui bénéficieront d'un prix de faveur par rapport à la vente à des particuliers. Cette formule permettrait de maintenir l'utilité et la cohésion des GSE. Les prix de vente (tant au niveau des magasins régionaux qu'à celui des dépôts villageois gérés par les GSE) devraient intégrer les coûts de transport, les frais de stockage, une provision pour « inflation » ainsi qu'une marge bénéficiaire.

6) Réviser les activités et le budget du dernier trimestre 2007 dans l'optique de prendre en compte les recommandations (renforcement institutionnel de l'APLT[49], renforcement organisationnel des GSE, achat de moyens de transport moins dispendieux en coûts de fonctionnement…). De ce fait des actions moins prioritaires telles que les essais fourragers et l'hydraulique pastorale devraient être annulées.

7) Les outils de vulgarisation (films et brochures concernant l'alimentation, les pierres à lécher et la santé animale) méritent une diffusion plus large, y compris au niveau sous-régional. Pour cela, il faudrait, entre autre, réaliser une version française des films réalisés. La diffusion pour être coordonnée par la responsable « Knowledge Management » de VSF-B.

8) Renforcer les actions susceptibles de contribuer à une autonomisation financière des équipes régionales (prestations de services diversifiés[50] auprès des éleveurs, de la DE, des communes, de projets ou ONG et des laiteries). La diversification des activités devrait aller de pair avec la recherche d'une meilleure rationalisation du travail et des moyens.

8.2. Recommandations pour le moyen terme (en cas de poursuite des actions par l'APLT)

9) Contribuer à la structuration des GSE en les amenant progressivement à se constituer en une faîtière (union régionale des GSE).

10) Consolider la collaboration avec la Direction de l'Élevage et les Délégations Régionales du MAE (participation à des rencontres périodiques[51] pour des échanges d'informations et l'établissement de collaborations au niveau des activités de terrain).

---

[49] *Cfr le rapport sur l'analyse de la stratégie partenariale dans le cadre du projet APROFLIM*

[50] *Exemple de diversification : vente d'intrants d'élevage (achats groupés d'aliments bétails et d'ingrédients pour les pierres à lécher, mise en place de magasins de stockage régionaux et de petites « pharmacies vétérinaires» villageoises*

[51] *La formalisation de ces rencontres à travers la mise en œuvre d'un cadre de concertation relève des prérogatives des Services de l'État*

Annexe 1 :

Le cadre logique de l'intervention

FP 6 : APROFLIM

	Logique interne	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions importantes
Objectif Global	**OG: Réduction de la pauvreté par l'augmentation du revenu en milieu rural**	Réduction du taux de pauvreté de 3%	Rapports officiels de la RIM (CLSP)	
Objectif spécifique	**OS: La productivite laitière est ameliorée dans le Trarza et le Brakna**	* Augmentation de 20% de la quantité de lait livrée par éleveurs * Taux de bidons refusé au niveau des quais de la laiterie = 2%	Rapports d'enquêtes APLT sur base de données chiffrées de l'industrie laitière	1. La sécurité est garantie et l'accès aux zones est assurée 2. La zone n'est pas touchée par les catastrophes naturelles 3. L'hivernage et les naissances sont bons 4. Les laiteries nationales sont en bonne santé économique
Résultats interm.	**R1. La santé du cheptel est sécurisée**	IOV 1 : Nombre de doses de déparasitant vendues par APLT aux éleveurs : 16.000 IOV 2 : Nombre de foyers de Botulisme supspectés par APLT auprès de ses éleveurs cibles dans le Brakna : 1 IOV 3 : Nombre de foyers de PPCB déclarés officiellement dans le Trarza et le Brakna : 0 IOV 4 : Nombre de cas de mortalité causés par l'Entérotoxémie suspectés par APLT auprès de ses éleveurs cibles dans le Trarza et le Brakna : 500 IOV 5 : % d'appel d'urgence satifait par APLT dans un délais de 24 H : 90%	Souche de vente des produits vétér.; rapport annuel technique APLT Fiches APLT de suivi sanitaire du cheptel et rapport annuel technique APLT Rapport annuel CNERV Fiches APLT de suivi sanitaire du cheptel et rapport annuel technique APLT Fiches APLTd'enregistrement des appels des éleveurs	* La sécurité est garantie et l'accès aux zones est assurée * Les mandats de vaccination sont délivrés à l'APLT sur les zones du projet. * L'Etat joue son rôle dans l'importation des vaccins vivants de qualité et le support stratégique de sa politique de vaccination.
	R2. L'approvisionnement du cheptel en aliments est amélioré	IOV 6 : % du cheptel productif encadré par APLT qui reçoit un complément alimentaire adéquat : 20% IOV 7 : % de recouvrement du fonds d'aliments APLT : 100% IOV 8 : % d'éleveurs encadrés qui utilisent des Pierres à lécher : 35%	Enquêtes annuels auprès d'un échantillon d'éleveurs Comptabilité APLT Enquêtes annuels auprès d'un échantillon d'éleveurs	* les laiteries sont intéressées à appuyer des solutions pour faciliter le paiement des aliments concentrés par leurs éleveurs fournisseurs * Les prix des aliments ne diminuent pas d'années en années, ce qui provoquerait une perte sur le reste de stock de l'année
	R3. Les éleveurs disposent des compétences nécessaires à l'optimalisation de la production laitière	IOV 9 : Nombre d'éleveurs formés qui appliquent au moins 1 principe d'alimentation équilibrée pour les ruminants : 250 IOV 10: Nombre d'éleveurs formés qui connaissent les principes de l'exemen général d'un animal malade : 150	Enquêtes APLT d'évaluation par thème de formation des éleveurs	
	R4.L'APLT est consolidée en tant que structure associative et partenariale	IOV 11 : % de groupements d'éleveurs partenaires de l'APLT qui disposent d'un représentant actif : 100% IOV 12 : Nombre de reunions annuelles entre la coordination APLT et le bureau de l' APLT : 12	PV de réunions PV de réunions	* Il n'y a pas de mésententes insolubles au sein et entre les groupes d'éleveurs. * Les éleveurs comprennent l'intérêt des groupes et de la communication* Les membres de l'APLT participent activement au projet social de l'APLT
	R5.L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques et opérationnelles	IOV 13 : Nombre de réunions annuelles entre la coordination APLT et les cadres techniques : 8 IOV 14 : Nombre de formations techniques complémentaires reçues par le personnel technique APLT : 12 IOV 15 : Moyenne des scores de gestion des postes de responsabilité est de 4/4	PV de réunions Tests et rapports de formation Organigramme et fiches trimestrielles de responsabilité	Le personnel cadre de l'APLT est stable.

Evolution des Titre, Objectifs et Résultats suivant la Mission de Monitoring - octobre 05			
	Cade Logique 04/07 Plan action 04	**Validation Mission Monitoring 05 et Reformulations**	**Arguments de modification**
TITRE	**Renforcement des capacités de production des éleveurs laitiers du Trarza en Mauritanie - FP6**	**Appui aux producteurs laitiers dans le processus de mise en place d'une filière laitière intégrée en Mauritanie - APLIFLIM**	Mission Monitoring 04 a modifié le titre de l'action.
Objectif général	Réduction de la pauvreté par l'augmentation du revenu en milieu rural	Réduction de la pauvreté par l'augmentation du revenu en milieu rural	
Objectifs spécifiques	1° Amélioration de la production laitière dans le Trarza	OS: La productivite laitière est ameliorée dans le Trarza et le Brakna	Plan action 04: Ouverture des activités de l'action aux 2 régions car la population cible y transume en fonction des pluies annuelle. Meilleur pertinence de la "productivité" plutôt que de la "production" car permet d'atteindre l'OG (plus de lait par tête de bétail plutot que plus de lait tout court)
	2° Renforcement des capacités techniques et opérationnelles de l'APLT		Simplification du CL à 1 OS car le 2ème OS constitue une redite du R5.
Résultats attendus	R1. La santé du cheptel est sécurisée par un service sanitaire efficace	R1. La santé du cheptel est sécurisée	Reformulation simplifiée
	R2. L'approvisionnement du cheptel en aliments est maîtrisé toute l'année	R2. L'approvisionnement du cheptel en aliments est amélioré	Simplification du R et tenir compte des réalités du pays (inflation et limites de la **maîtrise** des prix de l'aliment concentré)
	R3. Les éleveurs disposent des compétences nécessaires à l'optimalisation de la production laitière	R3. Les éleveurs disposent des compétences nécessaires à l'optimalisation de la production laitière	
	R4. L'APLT est consolidée en tant que structure socio-professionnelle associative	R4.L'APLT est consolidée en tant que structure associative et partenariale	Reformulation pour tenir compte des modifications statutaires de l'APLT de janvier 04 et validé par MM 04
	R5. L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques	R5.L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques et opérationnelles	L'efficacité, l'efficience et la viabilité de l'APLT ne sont pas seulement fonction de ses compétences techniques de terrain mais de toute son organisation opérationelle

Evolution des IOV des Résultats suivant la Mission de Monitoring VSF-B 05

Cade Logique 04/07 en 2003		Validation Mission Monitoring 05					Arguments de modification
	IOV d'origine	IOV gardés ou modifiés	2004	2005	2006	2007	
OG: Réduction de la pauvreté par l'augmentation du revenu en milieu rural	% de réduction du taux de pauvreté	% de réduction du taux de pauvreté	1	1	2	3	
OS: La productivite laitière est ameliorée dans le Trarza et le Brakna	Augmentation de 20% de la part commercialisée de la production laitière	% d'augmentation de la quantité de lait livrée par éleveurs	5	5+5=10	10+5=15	15+5=20	Reformulation MM 05
	Amélioration de la qualité du lait: 40% de la production globale en A	% de bidons refusé au niveau des quais de la laiterie		3	2,5	2	Reformulation MM 05 sur base d'un critère plus pertinent et directement relatif au revenu de l'éleveur
R1. La santé du cheptel est sécurisée	Une visite par mois et demi et par éleveurs est assurée telle que 30.000 ruminants sont soignés par an	IOV 1 : Nombre de doses de déparasitant vendues par APLT aux éleveurs	10.000	12.000	14.000	16.000	Reformulation MM 05 sur base de la nécéssaire évolution du programme de travail du service technique APLT d'un suivi généralisé mensuel (nécéssaire en début d'action afin d'approcher les éleveurs) à une planification de déparasitage plus économe en frais de déplacement
	15.000 bovins et 15.000 petits ruminants vaccinés/an	IOV 2 : Nombre de foyers de Botulisme supspectés par APLT auprès de ses éleveurs cibles	4	3	2	1	Reformulation MM 05 focalisée sur les résultats sanitaires de la vaccination des bovins et des petits ruminants
		IOV 3 : Nombre de foyers de PPCB déclarés officiellement dans le Trarza et le Brakna	0	0	0	0	
		IOV 4 : Nombre de cas de mortalité causés par l'Entérotoxémie suspectés par APLT auprès de ses éleveurs	1.500	1.000	500	500	
	1 parc de vaccination est construit et fonctionnel						Devient un IOV de l'activité
	la mortalité accidentelle (urgences) du cheptel laitier a diminué de 30 %	IOV 5 : % d'appel d'urgence satifait par APLT dans un délais de 24 H	50%	70%	80%	90%	Nouvel IOV déterminé par la MM 05 et qui est pertinant par rapport à R1 dans le cadre des urgences vétérinaires
R2. L'approvisionnement du cheptel en aliments est amélioré	Stock de roulement de 250 tonnes d'aliments bétail concentés	IOV 6 : % du cheptel productif encadré par APLT qui reçoit un complément alimentaire adéquat	5%	10%	15%	20%	Reformulation MM 05 qui met en lumière le Résultat attendu du volet alimentation. Révision du résultat à la baisse, l'IOV de départ avait été trop optimiste. IOV lié au volet approvisionnement qui démarre en 2004 et au volet formationen aliment qui ne démarre qu'en 2006
		IOV 7 : % de recouvrement du fonds d'aliments APLT	95%	100%	100%	100%	Reformulation MM 05 : étant donné l'inflation annuelle très importante, il est normal de tenir compte de la valeur monétaire du fonds plus tôt que de sa capacité d'achat en tonnes
	75% des éleveurs sont apprivsionnés en pierres à lécher	IOV 8 : % d'éleveurs encadrés qui utilisent des Pierres à lécher	5%	25%	30%	35%	Révisé par la MM 05: revu à la baisse , l'IOV de départ avait été trop optimiste pour être cohérant avec la réalité de terrain
	50% des éleveurs sont approvisionnés en fourrages en période de soudure						IOV annulé par la MM 05 pour alléger les IOV et car le volet fourrage a été fortement diminué par rapport aux activités prévues au départ de l'action (besoin financiers élevés)
R3. Les éleveurs disposent des compétences nécessaires à l'optimalisation de la production laitière	85% des éleveurs sont inscrits dans un processus de formation de proximité						IOV annulé par la MM 05 car doublon de IOV 9 et 10
	50 % des éleveurs appliquent une alimentation équilibrée	IOV 9 : Nombre d'éleveurs formés qui appliquent au moins 1 principe d'alimentation équilibrée pour les ruminants			150	250	Reformulation IOV par MM 05 : exprimé en nombre plutot qu'en %. Les IOV avait été trop optimiste, révision à 1 nouveau thème de formation des éleveurs par an.
	25 % des éleveurs reconnaissent 10 maladies principales et connaissent les réflexes de bases	IOV 10: Nombre d'éleveurs formés qui connaissent les principes de l'exemen général d'un animal malade				150	Reformulation IOV par MM 05 et exprimé en nombre plutot qu'en %. *L* 'IOV avait été trop optimiste, révision à 1 nouveau thème de formation des éleveurs par an.
	20 % des éleveurs participent à un programme d'optimalisation génétique et de la reproduction						La MM 05 conclut que cette formation ne pourra être prises en charge lors de ce programme 2004-2007 pour cause de surcharge du calendrier de travail et devra

	10 % des éleveurs réalisent un compte d'exploitation annuel						faire l'objet d'une plannification d'action ultérieure
R4.L'APLT est consolidée en tant que structure associative et partenariale	100% des éleveurs membres possèdent leur carte d'adhésion et ont accès aux services de l'APLT						Devient un IOV de l'activité
	Chaque groupe solidaire d'éleveur dispose d'un représentant actif et informé Un comité de représentants d'éleveurs assure la communication interne de l'APLT Un comité de représentants d'éleveurs assure la représentation extérieure de l'APLT Les éleveurs participent activement aux activités techniques de l'APLT Un comité de représentants d'éleveurs participe à l'autoévaluation des activités techniques et fiancières de l'APLT	IOV 11 : % de groupements d'éleveurs partenaires de l'APLT qui disposent d'un représentant actif	80	100	100	100	Reformulation par MM 05 : Le % de groupes qui possèdent un représentant actif reflète du niveau de communication et du rôle structurateur de la société civile et partenarial joué par l'APLT. "actif" signifie qu'il participe aux réunions avec l'APLT et qu'il anime énergiquement la communication au sein de son groupe.
	6 réunions et une AG annuelle tenues entre le bureau et les représentants des éleveurs	IOV 12 : Nombre de reunions annuelles entre la coordination APLT et le bureau de l' APLT	1	5	8	12	Reformulation par MM 05 : L'IOV fait référence à la coordination du partenaire local car le résultat recherché est une consolidation associative; le nombre de réunions traduit bien l'existence d'un renforcement participatif au niveau du décisionnnel de l'association.
R5.L'APLT est consolidée au niveau de ses compétences techniques et opérationnelles		IOV 13 : Nombre de réunions annuelles entre la coordination APLT et les cadres techniques	3	8	8	8	Refomulation par MM 05 : La consolidation des compétences opérationnelles de l'APLT doit donc se baser sur une amélioration de la communication entre l'organe décisionnel et l'organe exécutif.
	1 vétérinaire adjoint et 3 techniciens d'élevage reçoivent des compléments de formation pratiques et théoriques en médecine vétérinaires	IOV 14 : Nombre de formations techniques complémentaires reçues par le personnel technique APLT	2	2+3=5	5+4=9	9+3=12	Reformulation entérinée par MM 05.
	10 auxiliaires d'élevage reçoivent des compléments de formation pratiques et théoriques en vulgarisation d'élevage						L'activité de formation des éleveurs est réalisée de manière intégrée par le personnel du service technique de santé animale. L'engagement et la formation d'auxilière supplémentaire n'apparaît pas comme une solution efficiente.
	1 membres du bureau de l'APLT maîtrisent les outils informatiques de gestion	IOV 15 : Moyenne des scores de gestion des postes de responsabilité est de	1/4	2/4	3/4	4/4	Reformulation par MM 05: . Le personnel de coordination correspond aux cadres de Nkt et régionaux dans l'exercice de leurs fonction de gestionnaires. Une évaluation trimestrielle cotée sur 4 met en lumière l'évolution des prises de responsabilités.

Annexe 3: **Analyse de l'efficacité des formations**

1. *Efficacité de la formation en « Hygiène du lait »*

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	**2.5**	**(+)** Thème important pour la laiterie (mais se réduisant par la suite[1]) **(-)** Faible prise en compte des autres facteurs agissant sur la qualité du lait
2) Acquis	**3**	**(-)** Fim trop long (2h !) ; abandonné par la suite **(+)** Bonne qualité du manuel **(+)** Bonne cotation d'évaluation à l'issue de la formation (88%) **(+)** Bon niveau de maintien des acquis (cotation obtenue lors de l'évaluation : 85%)
3) Transfert	**1,8**	**Enquêtes 2005** : **(+/-)** : hygiène du trayeur (43%) **(-)** : hygiène du matériel de traite (20%) **(--)** : hygiène de la mamelle (2%) **Evaluation (2007) : (-)** : 30% d'application d'au moins 10 règles (selon les équipes régionales) **(+/-)** : 40 à 60% d'application correcte (selon les participants aux ateliers lors de la présente évaluation)
4° Impact	**1,5**	**(+) Selon les éleveurs :** • Réduction du nombre de bidons refusés aux centres de collecte • Thèmes trop contraignants (protocole trop lourd) **(+/-) Selon la laiterie :** • Diminution du nombre de bidons refusés pour cause de qualité (Centre de Collecte de Boghé) • Peu d'effets sur la qualité du lait réceptionné à Nouakchott (incidence de nombreux autres facteurs) **(-) Selon le projet :** • Protocole trop lourd (25 règles d'hygiène !) • Contraintes de temps pour les troupeaux laitiers importants • Absence de mesures incitatives à la qualité de la part de la laiterie
5) Efficacité	**8%**	**Efficacité moyenne de la formation**

2. *Efficacité de la formation en « Alimentation »*

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	**3**	**(+)** Assurer une complémentation alimentaire équilibrée (éviter les gaspillages en aliments protéiques ; réduire les problèmes d'indigestion) **(+)** Augmenter la production laitière durant la saison sèche **(-)** Faible prise en compte de la rentabilité des rations en considération avec les contraintes rencontrées (notamment les méventes de lait en période d'hivernage)[2]
2) Acquis	**3**	**(+)** Amélioration de la côte d'évaluation après formation entre 2006 (68%) et 2007 (84%) **(+)** Excellent maintien du niveau des acquis : 76% lors des enquêtes projet en 2007 ; 79% lors des enquêtes mission d'évaluation **(-)** Absence de formation pratique (ignorance des proportions entre les différents ingrédients ;

---

[1] *Les analyses effectuées par la laiterie au cours de ces dernières années ont montré que la qualité hygiénique du lait dépend d'un grand nombre de facteurs dont plusieurs sont indépendant de l'hygiène de la traite*

[2] *Les dépenses en aliments durant la période sèche sont à peine couvertes par les recettes du lait ; par contre, les éleveurs escomptent se rattraper sur la vente du lait en période d'hivernage durant laquelle aucun complément n'est distribué. Bien que la laiterie accorde une priorité aux éleveurs fidèles, elle est obligé de suspendre plusieurs fois l'achat de lait pour cause de mévente durant cette période.*

		pas de rations-types)
3) Transfert	**2**	**(+)** Taux d'application correct des thèmes (mélange d'aliments énergétique et protéiques ; quantité d'aliments à distribuer ; distribution de fourrages ; abreuvement quotidien…) **(-)** Maîtrise insuffisante des proportions à respecter **(-)** Non adaptation des quantités aux besoins physiologique de la vache, ni à son potentiel de production **(-)** Difficultés d'achat d'aliments (coûts élevés, inflation, spéculation) en raison de la disparition des magasins régionaux
4° Impact	**3,5**	**(++)** Forte augmentation du nombre d'éleveurs appliquant une alimentation « équilibrée » (de 17 à 55%) **(++)** Accroissement spectaculaire de la production laitière en périodes de soudure (d'une moyenne de 0,3 l à 2,7 l actuellement) **(++)** Amélioration nette de la fécondité des vaches laitières
5) Efficacité	**29%**	**Efficacité très bonne de la formation**

3. *Efficacité de la formation en « Pierres à lécher »*

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	**3**	**(+)** Lutter contre le pica (fréquence élevée des cas de botulisme et d'ingestion de corps étrangers) **(+/-)** Le thème vient conforter des pratiques existantes de complémentation minérale (à base de sel ou de pierres à lécher importées) **(+)** développement d'une nouvelle AGR pour les femmes **(-)** Manque d'IOV concernant l'objectif d'évolution et l'impact
2) Acquis	**2,8**	**(+)** Bonne cote de l'évaluation après formation **(+/-)** Bonne connaissance de l'utilité des p.à l. par les éleveurs, mais connaissance insuffisante des périodes et de la fréquence d'utilisation des p.à l.
3) Transfert	**2**	**(+)** Utilisation de la brochure illustrée pour réaliser la fabrication des p.à l. **(-)** Manque de maîtrise du dosage **(+)** Bon intérêt des femmes pour cette activité (bénéfices, acquisition de nouvelles compétences…) **(-)** Problème de pénibilité de certaines tâches (mélange) pour les femmes : obligation de recourir à des hommes **(-)** Problème de gestion efficace (stock, recettes) **(-)** Problèmes de réapprovisionnement en certains ingrédients non disponibles localement (Phosphate bicalcique, mélasse) **(-)** Non maîtrise des périodes et fréquences de distribution (les p.à l. sont souvent distribuées lorsque l'éleveur décèle un début de pica)
4° Impact	**3**	**(+)** Bon taux d'application par les éleveurs (35%) **(+)** Intérêt des éleveurs non membres **(++)** Réduction des cas de botulisme (plus de cas dans les élevages encadrés depuis 2006)
5) Efficacité	**20 %**	**Bonne efficacité de la formation**

4. *Efficacité de la formation en « Coupe et conservation des fourrages »*

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	**1.2**	**(+)** Procurer un fourrage de qualité durant la saison sèche et réduire les coûts de la complémentation **(-)** Insuffisance dans l'analyse des différents facteurs agissant sur la réussite de cette activité (productivité des parcours naturels, code pastoral et droit foncier, stockage, rentabilité, intérêt / faisabilité pour des troupeaux importants…)
2) Acquis	**2.8**	**(++)** Bonne qualité de la formation (formation pratique sur le terrain) **(-)** Pas d'évaluation en fin de formation (manque d'intérêt des éleveurs formés)

3) Transfert	**1**	**(+)** Dotation en équipements (faux, faucilles, râteaux, pelles, bâches, grillage) **(-)** Faux de fabrication locale de mauvaise qualité **(-)** Technique de fauchage peu adaptée aux coutumes locales **(-)** Manque d'intérêt évident pour les éleveurs vu les nombreuses contraintes et l'impossibilité de fournir du fourrage à l'ensemble des vaches laitières
4° Impact	**1**	**(-)** Très peu d'éleveurs sont prêts à mettre en application cette activité **(+/-)** Quelques femmes ont marqué leur intérêt mais uniquement dans le cadre de l'embouche ovine de Tabaski **(-)** Très nombreuses contraintes à la fauche et conservation des fourrages naturels (code pastoral non appliqué, productivité faible et aléatoire des parcours naturels, disparition des espèces fourragères intéressantes, éloignement des sites à faucher, transport, stockage, …) **(-)** Travaux pénibles coïncidant avec d'autres tâches agricoles jugées prioritaires
5) Efficacité	**< 1 %**	**Efficacité très médiocre**

5. *Efficacité de la formation en « Santé animale »*

Eléments	Appréc.	Commentaires
1) Pertinence	**2**	**(+)** Contribuer au renforcement des compétences des éleveurs **(-)** Peu d'éléments préalables pour permettre d'apprécier la pertinence d'une telle formation, compte tenu de leur savoir faire déjà existant **(-)** Difficulté de traduction de certains termes techniques et de certaines maladies
2) Acquis	**3**	**(+)** Bon niveau d'assimilation des notions de base en prophylaxie sanitaire **(+/-)** Taux correct de maintien des connaissances (tests au cours de l'évaluation)
3) Transfert	**2,5**	**(+)** Acquisition de mesures sanitaires (isolement des malades, détection et appel rapide du vétérinaire, destruction des cadavres…) **(+)** Capacités améliorées d'anamnèse (description des symptômes et même des signes lors de l'autopsie) **(+/-)** Application du déparasitage interne préventif (surtout chez les petits ruminants)
4° Impact	**3**	**(+)** Diminution des cas de mortalité **(+)** Accroissement de la pratique vétérinaire moderne (appel au vétérinaire ou automédication à l'aide de produits vétérinaires achetés au projet) **(+)** Meilleure efficacité d'intervention des équipes mobiles (grâce aux commémoratifs fournis par l'éleveur)
5) Efficacité	**18 %**	**Bonne efficacité de ce premier module en santé animale**

Ann. 04 : **Bilan global de la prestation**

Eléments d'appréciation de la prestation		Appréc. en (%)
I. ANALYSE DE LA CONCEPTION DU PROJET		**52%**
Dont :	Identification du projet	54%
	Formulation	50%
II. PERTINENCE		**69%**
Dont :	Pertinence au niveau des bénéficiaires finaux	88%
	Pert. au niveau du Minist. chargé de l'élevage	78%
	Pert. au niveau des Autor. Adm. décentralisées	69%
III. EFFICACITE		**71%**
Dont :	Efficacité de l'équipe du projet :	63%
	Efficacité de l'exécution des activités	88%
	Appréciation des activités par les bénéf. directs	70%
IV. EFFICIENCE		**77%**
Dont :	Adéquation des ressources :	81%
	Efficience des ressources :	75%
V. DURABILITE		**74%**
Dont :	Durab. des actions (niveau "groupes cibles")	73%
	Durabilité des services mis en place :	81%
	Durabilité de l'axe central du projet (OS)	76%
VI. IMPACT		**44%**
Dont :	Impact zootechnique[1]	53%
	Effets sur les pratiques d'élevage[1]	48%
	Effets sur la production[1]	53%
	Effets sur la dimension humaine de la pauvreté[1]	45%
	Effets économiques[1]	38%
	Effets sur la dimension sociétale[1]	68%
TOTAL appréciation de la prestation (en %)		**67%**

Appréciation :

Entre 0 et 19 % : très médiocre ; entre 20 et 39% : faible ; entre 40 et 59% : moyen ; entre 60 et 79% : bon ; au dessus de 80% : excellent

[1] % de changement de la situation

Ann 06 :

Calendrier de la mission "Évaluation Finale"

Projet : APROFLIM

Etapes	Jour		Date	Lieu	Programme
I. Démarrage Missions	**1**	Sam.	**25-août**	Nouakchott	Voyage Bruxelles - Nouakchott
	2	Dim.	**26-août**	Nouakchott	* Séance de travail préparatoire avec le projet * Séance de travail avec le PLP * Préparartion des outils pour les enquêtes MARP
II Evaluation ses actions sur le terrain	**3**	Lundi	**27-août**	Rosso	* Voyage Nouakchott - Rosso * Visites protocolaires * Séance de travail avec l'équipe régionale * Séance de trav. avec Autorités Adm. Locales
	4	Mardi	**28-août**	Rosso	* Séances de travail avec Délégation Réguionale du MAE * Enquêtes de terrain (village Goibina) : - ISS + MARP producteurs (impact zootechnique + impact socio-économique)
	5	Mercr.	**29-août**	Rosso	* Enquêtes de terrain (village Djigina) : impact zootechnique + impact socio-économique * ISS Resp. de groupements
	6	Jeudi	**30-août**	Rosso	Atelier Evaluation participative (représentants de plusieurs GSE du Trarza)
	7	Vendr	**31-août**	Nouakchott	* Synthèse des données de terrain
	8	Sam.	**1-sept.**	Nouakchott	* Bilan (suite) * Voyage Nouakchott - Rosso
	9	Dim.	**2-sept.**	Aleg	* Séance de travail avec l'équipe régionale * ISS Resp. de groupements * Enquêtes de terrain (village Béleilkaye) : ISS + MARP producteurs (impact zootechnique + impact socio-économique)
	10	Lundi	**3-sept.**	Aleg / Boghé	* Visites protocolaires * Séances de travail avec Serv. déc. Elevage Enquêtes de terrain (village 4) : impact zootechnique + impact socio-économique
	11	Mardi	**4-sept.**	Boghé	* Séance de travail avec Autorités Adm. Locales * Evaluation participative (représentants de plusieurs GSE du Brakna)
	12	Mercr.	**5-sept.**	Nouakchott	* Dépouillement des enquêtes de terrain * Séance de travail avec l'équipe du projet (point sur les données)
III Rencontre avec les partenaires + Préparation de la restitution	**13**	Jeudi	**6-sept.**	Nouakchott	* Séance de travail avec différents partenaires (laiterie TIVISKI ; ISET) * Dépouillement des enquêtes de terrain ; bilan
	14	Vendr.	**7-sept.**	Nouakchott	* Bilan des données de terrain * Séance de travail avec l'équipe du projet (évaluation efficacité, efficience…)
	15	Sam.	**8-sept.**	Nouakchott	* Séance de travail avec l'équipe du projet (évaluation durabilité, impacts…)
	16	Dim.	**9-sept.**	Nouakchott	* Préparation du bilan * Séance de travail avec l'équipe du projet (suite de l'évaluation)
	17	Lundi	**10-sept.**	Nouakchott	* Séance de travail avec la DE (MAE) * Préparation de la restitution
	18	Mardi	**11-sept.**	Nouakchott	* Séance de travail avec le PADEL * Préparation du bilan
	19	Mercr.	**12-sept.**	Nouakchott	* Séance de travail avec l'APLT + CP * Préparation de la restitution
V. Restitution	**20**	Jeudi	**13-sept.**	Bruxelles	* Restitution de la mission d'évaluation * Voyage retour Nouakchott-Bruxelles